



LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP À BORDJ  
BADJI MOKHTAR

**« Taouendert 2022 »,  
exercice tactique avec  
munitions réelles aux  
portes sud de l'Algérie**

P.16



**Le ministre  
des Finances  
Abderrahmane  
Raouiya limogé**

P.16

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 15 JUIN 2022 // N°326 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

**Ce que  
Tebboune a dit  
aux opérateurs  
américains  
à la Foire  
internationale  
d'Alger**

P.2



19E RÉUNION DES MINISTRES  
DES AE AFRICAINS ET DES PAYS  
NORDIQUES

**Lamamra expose  
les efforts de  
l'Afrique en  
matière de  
prévention  
et de résolution  
des conflits**

P.3

ALLOCATION CHÔMAGE

**1,9 million  
de demandes,  
1,4 million de  
bénéficiaires**

P.2



LES LOBBYS DE SA MAJESTÉ  
SOUS LA LOUPE DES MÉDIAS  
OCCIDENTAUX (3/3)

**Maroc, la  
diplomatie  
de la corruption  
tous azimuts**

PP.8.9

L'ESPAGNE « INVITE » LA RUSSIE DANS SON CONFLIT AVEC L'ALGÉRIE

## Les ombres derrière le rideau...

P.3



Photo: D.R.



FOIRE  
INTERNATIONALE  
D'ALGER

**Forte  
présence  
du groupe  
Condor**

P.3



## VILLES LES PLUS CHAUDES DU MONDE IN GUEZZAM DANS LE TOP 15

Selon une liste des villes les plus chaudes au monde établie par un site météorologique spécialisé espagnol « El Dorado Weather », une ville algérienne a été sélectionnée parmi les points les plus chauds de la planète. Un fait qui

pourrait ne pas surprendre les habitants algériens, car plusieurs wilayas du pays ont connu, ces derniers jours, des températures très élevées. Parmi les villes faisant partie des régions les plus chaudes au monde, on trouve la

ville d'In Guezzam dont le mercure ayant atteint 45.9°C. Cette ville a décroché la 15e place, devancée par la ville de Jahra située au Kuwait qui vient d'enregistrer un record de température ou le mercure a frôlé les 48.7°C.

« VOUS AVEZ VRAIMENT TORT DE M'OUBLIER TROP VITE », VOUS DIT LE COVID-19 EN ALGÉRIE

## LES CONTAMINATIONS REPARTENT À LA HAUSSE

Dix nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et cinq guérisons ont été enregistrés, tandis qu'aucun cas de décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, selon le ministère de la Santé. Le total des cas

atteints de Covid-19 se stabilise ainsi à 265.937, celui des décès demeure également inchangé (6.875 cas). Quant à celui des patients guéris il s'établit à 178.442 cas. Il est vrai qu'aucun patient n'est actuelle-

ment en soins intensifs, toutefois, le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

## ANEM : L'AVIS DONNÉ AUX DEMANDEURS D'EMPLOI

L'Agence nationale de l'emploi (ANEM) a fait savoir que les cartes des demandeurs d'emploi inscrits au fichier de l'agence seront automatiquement renouvelées

lorsque leur date d'expiration arrive à terme. Ainsi, l'ANEM tient à informer ces demandeurs d'emploi dont la carte d'inscription expirera entre le 6 et le 30

juin courant que le renouvellement se fera de manière automatique, tout en les invitant à ne pas se déplacer auprès de ses annexes.

## ARABIE SAOUDITE

### LA NORMALISATION ISRAËLIENNE EST LE PRIX FIXÉ PAR BIDEN POUR SA RENCONTRE AVEC MBS

L'Arabie saoudite utilise la normalisation avec Israël comme monnaie d'échange pour retrouver sa position privilégiée à Washington. Avec la guerre en Ukraine et la hausse des cours mondiaux de l'énergie, le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) est en position de force sur le plan économique, mais de fai-

blesse politique et militaire, dans les négociations. Les récentes informations concernant des pourparlers sérieux et secrets de haut niveau avec des responsables israéliens suggèrent que ce n'est qu'une question de temps avant que l'Arabie saoudite n'annonce officiellement l'aboutissement de ces discussions, peut-être lors

de la visite attendue du président américain Joe Biden à Riyad dans les semaines à venir. Pour assurer la position de roi convoitée par MBS, régler les insécurités militaires saoudiennes et assurer un approvisionnement abondant en pétrole, Biden doit prendre des décisions rapides, estime-t-on à la Maison Blanche.

## CE QUE TEBBOUNE A DIT AUX OPÉRATEURS AMÉRICAINS À LA FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Après avoir procédé à l'inauguration officielle de la 53e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), le président Tebboune a visité le pavillon des Etats-Unis d'Amérique (invité d'honneur). Accompagné de l'ambassadrice américaine, Elizabeth Moore Aubin, le chef de l'Etat a échangé avec des

opérateurs américains, mettant en avant l'importance de la coopération et de l'échange d'expériences entre les hommes d'affaires algériens et américains dans le domaine des startups.

Le président a insisté, par ailleurs, sur l'intensification de la coopération dans le domaine agricole,

affirmant le lancement d'un « programme ambitieux de mise en valeur des terres sahariennes ». Au stand du constructeur d'avions C-130, il a évoqué la possibilité d'acquisition ou d'affrètement d'avions bombardiers d'eau. « C'est urgent, l'acquisition peut se conclure sur-le-champ », a-t-il affirmé.

## ALLOCATION CHÔMAGE

# 1,9 million de demandes, 1,4 million de bénéficiaires

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a dévoilé un nouveau chiffre sur le nombre d'inscrits et des bénéficiaires de l'allocation chômage. Devant les députés, le ministre Youcef Cherfa a indiqué lundi que quelque 1,9 million de demandes d'allocation ont été enregistrées du 24 février à jeudi dernier, dont 1,4 million ont reçu un avis favorable. Cherfa a également affirmé que l'Etat déploie des efforts colossaux afin d'accompagner les chômeurs dont « un budget supplémentaire de 300 milliards de dinars est prévu dans la loi de



finances complémentaires pour prendre en charge le plus grand nombre possible de demandeurs d'emploi". Pour ce qui est des veuves et orphelins, le même responsable a expliqué que « sur ordre

du président de la République, un décret exécutif est en cours d'élaboration pour permettre aux veuves et orphelins percevant moins de 13 000 dinars mensuels de bénéficier de l'allocation chômage ».

## ENTRETIEN LAMAMRA / MAE FRANÇAISE : ESPAGNE, MALI ET LIBYE AU MENU

Le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra s'est entretenu au téléphone avec son homologue française récemment nommée, Catherine Colonna. « Les deux ministres ont affirmé leur volonté de poursuivre la dynamique positive dans la relation bilatérale entre la France et l'Algérie, dans toutes ses dimensions, en vue des prochaines

échéances bilatérales », explique-t-on de même source. Un entretien dans lequel les deux diplomates ont mis en exergue les derniers développements des relations algéro-espagnoles. Les deux ministres ont abordé les crises régionales, notamment au Mali et en Libye, pour lesquelles la coopération entre nos deux pays est centrale.

## « LE SAHARA DANS LES PYRÉNÉES », VAGUE DE CHALEUR PRÉCOCE (ET INÉDITE) EN FRANCE

Une vague d'air chaud remontant d'Espagne va toucher la France cette semaine. Entre jeudi 16 et samedi 18 juin 2022, le mercure pourrait dépasser 38 °C, avant un rafraîchissement sous des

orages. Alors gare au « coup de chalumeau » prévient le météorologue Guillaume Séchet. Cette chaleur prend son point de départ au Sahara central avant de remonter vers l'Espagne, puis la France.

Après tout ce que la France a fait au Sahara, le Sahara remonte l'Afrique, traverse la Méditerranée et fait abattre son air chaud sur la France. Dites-moi si ce n'est pas là une « revanche » ?

## HAFTAR FILE DU MAUVAIS COTON... LE MARÉCHAL POURRAIT ÊTRE DÉSORMAIS « BOYCOTTÉ » PAR LES OCCIDENTAUX

Un juge américain a recommandé de prononcer un jugement par défaut à l'encontre du commandant militaire de l'est de la Libye Khalifa Haftar, dans une affaire où il est accusé d'exécutions

extrajudiciaires de civils, ouvrant ainsi la voie à une condamnation potentielle pour crimes de guerre et torture par un tribunal américain. Le dirigeant libyen est reconnu coupable

de crimes de guerre par un tribunal américain et pourrait éprouver des difficultés à travailler avec les acteurs internationaux et à obtenir la coopération de Washington et de ses alliés.

# L'EXPRESS



Quotidien national d'information  
édité par la  
**SARL ADRA COM**

Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger  
Tel/FAX Administration  
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR  
DE LA PUBLICATION:

**ZAHIR MEHDAOUI**  
zahir.mehdaoui1969@gmail.com  
Email:  
redaction@express-dz.com  
Site Web:  
www.lexpressquotidien.dz  
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur  
de l'administration  
et des finances  
**NOURDINE BRAHMI**  
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA**  
**Alger Bab Ezzouar**

**PUBLICITÉ :**  
**S'ADRESSER À L'AGENCE  
NATIONALE DE  
COMMUNICATION D'ÉDITION  
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)**

Alger : 1, avenue Pasteur  
Tel : (021) 71.16.64 -  
(021)73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59 -  
(021)73.99.19  
Mail :  
agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz

L'ESPAGNE « INVITE » LA RUSSIE DANS SON CONFLIT AVEC L'ALGÉRIE

# Les ombres derrière le rideau...

« La décision de l'Algérie de suspendre un traité d'amitié avec l'Espagne le 8 juin n'est pas surprenante car Alger s'aligne de plus en plus sur la Russie », a estimé lundi dernier, la ministre espagnole de l'Économie, Nadia Calvino, dans une des déclarations les plus alambiquées qu'il nous ait été donné d'entendre ces derniers jours.

Nadia Calvino a déclaré qu'elle avait remarqué un net rapprochement entre l'Algérie et la Russie lors de la réunion de printemps du Fonds monétaire international, en avril dernier. « J'ai vu à l'époque que l'Algérie était de plus en plus alignée sur la Russie, donc cette (décision de suspendre le traité) ne m'a pas surprise », a déclaré la ministre dans un entretien accordé à Radio Catalunya.

Soit que Madame Calvino en est convaincue (et là, nous sommes en face d'une démagogue, mais ce ne semble pas être le cas), soit qu'elle répète des mots adoptés à l'interne (et c'est ce que nous pensons). La ministre espagnole a gravement écorné l'attitude que devait prendre une technocrate de l'Exécutif espagnol. Car il est établi que les alliances stratégiques existent de tout temps, et celle existant entre Alger et Moscou est connue de tous et n'a jamais fait l'objet d'un commentaire, chaque Etat ayant des objectifs à atteindre et des intérêts à défendre légitimement, et de ce fait, établi ses rapports en conséquence.

Inviter la Russie pour expliquer le coup de froid entre Madrid et Alger avait été une idée des plus saugrenues, en même temps qu'elle dessert le gouvernement espagnol. Madame Calvino aurait été plus inspirée si elle avait pointé le curseur sur la fausse piste dans laquelle s'est fourvoyé celui qui l'a introduite à son gouvernement. Car cette fausse piste a été porteuse de plusieurs entorses au droit international, à l'amitié avec l'Algérie, et à l'avenir également. Car étant une puissance administrante aux yeux de l'ONU, l'Espagne devait accompagner le processus de décolonisation jusqu'à son aboutissement, ou au moins, accompagner des pourparlers directs Rabat-Polisario et faciliter une



consultation référendaire sur l'indépendance du Sahara occidental. Mais non, l'Espagne s'est extraite de sa mission de la manière la plus répréhensible. Pour l'Espagne, il y a là un préjudice causé au peuple sahraoui, premièrement, à son devoir politique et diplomatique, deuxièmement, et à l'amitié et aux privilèges dont elle bénéficiait en Algérie. Voilà les faits dont Madame Calvino aurait été instruite si elle en avait pris en compte les principes et les fondamentaux, car - répétons-le encore - le conflit diplomatique entre les deux pays fait suite à un revirement de l'Espagne sur la question du Sahara occidental : Madrid a apporté publiquement son soutien au projet d'autonomie du Maroc pour cette ancienne colonie espagnole, suscitant l'étonnement, la déception, puis la colère de l'Algérie. Maintenant, la question est de savoir qui, légitimement, a poussé dans cette direction. On sait que depuis l'accession de Pedro Sanchez, le Mossad a beau jeu à Madrid. On sait que le Maroc a déjà essayé la méthode forte avec l'Espagne pour lui tordre le bras, avec l'épisode des flux de migrants déferlant depuis Melilla et

Ceuta sur les côtes andalouses. Mais on ne sait pas encore si l'Otan a quelque chose à y voir, cherchant à y fourrer Moscou par n'importe quel moyen. L'idée a été esquissée par plusieurs observateurs, dont l'analyste tunisien Riadh Sidaoui, dans une vidéo postée le 13 juin, et dans laquelle il pointe un doigt accusateur sur l'Otan, qui semble avoir actionné l'Espagne, membre important du Traité de l'Atlantique Nord, surtout dans le contexte actuel d'une guerre en Ukraine qui tend à s'internationaliser. Cette idée est d'autant plus vraisemblable que Madame Nadia Calvino a des relations discrètes mais très fortes avec l'Organisation du Traité Atlantique Nord. Ne perdez pas de vue que l'actuelle ministre espagnole de l'Économie et des Entreprises a été au centre d'une polémique en 1986. A cette époque-là, elle n'avait que 17 ans, et le fait est qu'elle avait été filmée en train de voter lors du référendum sur le maintien dans l'OTAN, bien qu'elle n'avait que 17 ans et six mois. Le fait a été abondamment rapporté par la presse espagnole, et peu après, son père a été relevé de ses fonctions, sur décision de Felipe González. F.O.

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

## Forte présence du groupe Condor

Le groupe Condor a déployé d'énormes moyens pour participer à la 53e Foire internationale d'Alger (FIA) dont le coup d'envoi a été donné lundi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Le leader du marché de l'électroménager et de l'électronique en Algérie présentera durant cette foire ses nouveautés en produits qui se distinguent par les meilleures performances, en taux d'intégration, en qualité, sécurité et prix notamment, la Série M5 Smart, première TV Android 11.0 en Algérie, le Climatiseur Alpha Inverter avec une technologie de pointe, la nouvelle Cuisinière CIRTA, et son système sécurité, la Machine à laver LUNA 10 Kg et la Machine à laver LUCA 10 Kg. En dépit donc de la



morosité ambiante qui caractérise l'économie mondiale, le groupe Benhamadi a tenu à être présent à travers cette foire internationale incontournable qui a vu la participation cette année de pas moins de

700 entreprises de 20 pays différents. Condor, présent dans le pavillon central durant cette manifestation, est également représenté à travers ses différentes filiales, notamment Extra Benhamadi, spécialisé dans l'agroalimentaire. Dans une conférence de presse organisée hier, le directeur général adjoint du groupe, Mohamed Salah Daas, n'a pas omis de rappeler que Condor, en dépit de la crise, reste leader sur plusieurs segments du marché. De nombreux produits ont par ailleurs été présentés par Mohamed Salah Daas lors de cette conférence organisée sur l'un des stands occupés par le groupe Condor qui a réussi, faut-il le rappeler, à prendre des parts de marché en Afrique et même dans certains pays européens. Z.M.

19E RÉUNION DES MINISTRES DES AE AFRICAINS ET DES PAYS NORDIQUES

## Lamamra expose les efforts de l'Afrique en matière de prévention et de résolution des conflits

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a participé hier, à la 19e édition de la réunion des chefs de la diplomatie africains et leurs homologues des pays nordiques, qui s'est tenue à Helsinki (Finlande), un rendez-vous annuel qui s'inscrit dans le cadre du dialogue institué en 2001 entre pays africains et pays nordiques sur les principaux défis contemporains de portée globale, en vue de promouvoir des

approches basées sur le multilatéralisme. Le ministère note que « l'accent a été mis durant cette édition sur les questions de paix et de sécurité dans le monde, notamment en Afrique. Cette réunion a été également marquée par la présidence de l'Algérie, conjointement avec la Finlande, des travaux de la session principale ». Lamamra, qui a participé à la réunion à l'invitation de son homologue finlandais, Pekka Haavisto, a eu des entretiens bilatéraux avec ses homologues

des pays nordiques dont ceux de la Finlande, le Danemark, l'Islande et la Norvège ; il a saisi cette occasion pour « exposer les efforts consentis par l'Afrique en matière de prévention et de résolution des conflits » et « souligner l'impératif pour la communauté internationale de soutenir davantage les initiatives africaines en encourageant l'établissement de partenariats répondant aux besoins et aux priorités du continent ». I.M.

## L'édito

Par Zahir Mehdaoui



## LA FIA, UN RENDEZ-VOUS IMPORTANT

Après une interruption de deux années, en raison des restrictions imposées par la lutte contre la pandémie du Covid 19, la Foire internationale d'Alger revient cette année dans un contexte de repli économique mondial aggravé par le conflit russo-ukrainien qui s'installe dans la durée. C'est en raison justement de la stagflation qui a affecté les économies de nombreux pays et des projections de ralentissement prolongé de la croissance mondiale et de perturbations des chaînes d'approvisionnement que l'édition de cette année a été dédiée, comme le précise le slogan choisi, à des partenariats stratégiques. Longtemps desservie par ses choix économiques centrés sur les hydrocarbures et par une gouvernance très mauvaise, l'Algérie tente avec vigueur ces deux dernières années de réparer les dégâts causés par l'ancien régime et de mettre le pays sur la bonne voie. Travail herculéen, s'il en est, au regard des différents défis à relever et des coups de pied à donner dans la fourmilière, mais le pari est engagé et il commence déjà à donner ses fruits. La tenue de cette foire dans ce contexte de tensions internationales avec ces objectifs stratégiques est une preuve que l'Algérie veut aller de l'avant et veut renouer avec les pratiques économiques et commerciales saines en s'associant avec divers partenaires. Inaugurée par le Président Tebboune, accueillant quelque 700 entreprises représentant 20 pays, avec comme invité d'honneur le pays de l'Oncle Sam, cette édition est révélatrice de la volonté de l'Algérie de se donner une économie forte, diversifiée et de bâtir des partenariats solides basés sur le principe gagnant-gagnant. Énergie, construction, agriculture, agroalimentaire, hydraulique, environnement, industrie aéronautique, éducation... divers secteurs relevant du public et du privé sont présents à cette Foire qui augure de l'établissement de partenariats fructueux. Le partenariat avec les États-Unis sera marqué par l'ouverture d'une nouvelle session de discussions algéro-américaines concernant l'accord-cadre sur le commerce et l'investissement (Tifa). Pour faire valoir le nouvel environnement économique de l'Algérie Nouvelle, il sera procédé durant cette foire à travers des conférences organisées à l'initiative de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) à l'explication et à la promotion du nouveau Code de l'investissement. Tout compte fait, « la FIA est l'une des plus grandes foires économiques du genre en Afrique ». Intervenant après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement qui facilite la coopération et la création des partenariats entre entreprises locales et étrangères, cette foire se présente comme une excellente opportunité pour les entreprises nationales et étrangères qui renouent ainsi avec les projections prometteuses en dépit de la morosité ambiante dans le monde.

Zahir Mehdaoui

PRÉVUES PAR LE NOUVEAU CODE D'INVESTISSEMENT

# Un paquet de mesures en faveur des chefs d'entreprise

**L'Exécutif a établi, dans le cadre du nouveau Code d'investissement, trois régimes d'incitation : le « régime des secteurs », le « régime des zones et le « régime des investissements structurants ».**

Par Youcef Salami

Le nouveau Code d'investissement a été soumis hier à l'appréciation de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification à l'Assemblée populaire nationale (APN). Il prévoit une série de mesures visant à redonner confiance aux investisseurs et à les inciter à faire fructifier leurs capitaux dans des projets porteurs pour le développement de l'économie. L'Exécutif a établi, dans le cadre de cette loi en projet sur l'investissement, trois régimes d'incitation. Il s'agit du « régime des secteurs », du « régime des zones et du « régime des investissements structurants ». Sont éligibles au « régime des secteurs » les investissements réalisés dans les domaines des mines et carrières, l'agriculture, l'aquaculture et pêche, l'industrie, l'industrie agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique et pétrochimie, les services et tourisme, les énergies nouvelles et renouvelables, ainsi que celui de l'économie de la connaissance et des TIC. Au titre de la phase réalisation, ces investissements peuvent bénéficier, outre les incitations fiscales, parafiscales et douanières, d'exonération des droits de douane pour les biens importés et de franchise de la TVA pour les biens et services importés ou acquis localement et directement liés à leur réalisation. Ils bénéficient, aussi,



d'exonération du droit de mutation à titre onéreux et de la taxe de publicité foncière, pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerné, ainsi que d'exonération des droits d'enregistrement exigibles pour les actes constitutifs de sociétés et les augmentations de capital.

Ils profitent, également, d'exonération des droits d'enregistrement, de la taxe de publicité foncière, ainsi que de la rémunération domaniale portant sur les concessions des biens immobiliers bâtis et non bâtis destinés à la réalisation de projets d'investissement ou encore d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés immobilières entrant dans le cadre de l'investissement pour une période de dix ans à compter de la date d'acquisition. Au titre de la phase d'exploitation, il s'agira d'exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), en plus de l'exonération de la taxe sur

l'activité professionnelle (TAP) pour une durée, allant de trois à cinq ans à compter de la date d'entrée en exploitation.

## DES EXONÉRATIONS DE L'IBS ET DE LA TAP POUR UNE PÉRIODE DE DIX ANS

Pour ce qui est des investissements éligibles au « régime des zones », il s'agit de ceux réalisés dans des localités des Hauts Plateaux, du Sud et du Grand sud, dans des localités dont le développement nécessite un accompagnement particulier de l'Etat ou encore des localités disposant de potentialités en ressources naturelles à valoriser. Outre les incitations fiscales, parafiscales et douanières et les avantages attribués aux investissements relevant du « régime des secteurs » à la phase réalisation, les investissements du « régime des zones », dont les activités ne sont pas exclues, peuvent également bénéficier, au titre de la phase exploitation, d'exonération de l'IBS et de la TAP

pour une durée allant de cinq ans à dix ans à compter de la date d'entrée en exploitation du projet. La liste des activités non éligibles aux avantages prévus par le régime des zones est fixée par voie réglementaire. Par ailleurs, les investissements éligibles au régime « des investissements structurants », sont les investissements à haut potentiel de création de richesse et d'emploi, susceptibles d'augmenter l'attractivité du territoire et de créer un effet d'entraînement sur l'activité économique pour un développement durable. Ces projets peuvent jouir des incitations fiscales, parafiscales et douanières ainsi que des avantages accordés aux « régime des secteurs » et « régime des zones » au titre de la phase réalisation. Il est également souligné, dans ce projet de loi, que les avantages de réalisation peuvent être transférés aux contractants de l'investisseur bénéficiaire chargés de la réalisation de l'investissement pour le compte de ce dernier. Au titre de la phase d'exploitation, les investissements bénéficient également de d'exonération de l'IBS et de la TAP pour une durée allant de cinq ans à dix ans à compter de la date d'entrée en exploitation du projet. Ces investissements peuvent aussi bénéficier d'un accompagnement de l'Etat par la prise en charge, partielle ou totale, des travaux d'aménagement et d'infrastructures nécessaires à leur concrétisation, sur la base d'une convention établie entre l'investisseur et l'Agence agissant au nom de l'Etat et conclue après son approbation par le gouvernement. En outre, le nouveau texte prévoit de maintenir les droits et avantages acquis légalement par l'investisseur en vertu des législations antérieures. Il prévoit, par ailleurs, le transfert du portefeuille des projets relevant précédemment du Conseil national de l'investissement à l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement. **Y.S.**

LE MINISTRE DES FINANCES LE SOULIGNE

## L'économie est entrée dans une dynamique de croissance

Dans son allocution à la clôture du séminaire sur le jumelage institutionnel entre l'Algérie et l'Union européenne, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a déclaré que les réformes économiques « ont connu ces dernières années un appui fort à travers des mesures et décisions des pouvoirs publics », notant que « l'économie nationale est entrée depuis la deuxième moitié de 2021 dans une forte dynamique de croissance ». Les prévisions tablent sur « un taux de 3.4% de croissance pour cette année avec l'amélioration des principaux indicateurs économiques ». Dans ce registre, le ministre a mis l'accent sur la récente révision du cadre légal de l'investissement dans le but de faciliter les démarches et d'encourager l'investissement, notant que la plupart des secteurs ne sont plus soumis à la règle 51/49. Les réformes, rappelle M. Raouya, ont également touché la gestion de la finance publique à travers la modernisation des systèmes budgétaire, fiscal et comptable. Dans ce cadre, des programmes sont réalisés, lesquels portent sur « la maîtrise du budget à travers la réactivation de nouveaux outils d'appréciation, de prospective, de rationalisation des dépenses et l'amélioration de la transparence des opérations ». Il est aussi question, a pour-

suivi le ministre, de renforcer l'efficacité de l'administration fiscale pour améliorer le recouvrement des différents impôts, et de la mise en place d'un nouveau système des opérations financières de l'Etat à travers le passage à une comptabilité en droits. Cette réforme comptable, a relevé M. Raouya, a été initiée en parte-

nariat avec l'Union européenne et l'assistance efficace des services spécialisés du ministère des finances français ». Et d'affirmer : « Après plus de deux ans, nous enregistrons avec une grande satisfaction la réussite du projet qui a vu tous les objectifs se concrétiser ». Et c'est dans le cadre de ces réformes qu'a été adopté le

manuel des « International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) ». Il s'agit là de normes comptables internationales pour le secteur public. Il s'agit aussi de faire adapter ces normes aux collectivités locales, aux entreprises publiques à caractère administratif. **Y.S.**

## 867 projets libérés des contraintes bureaucratiques

S'exprimant sur les ondes de la radio ( Chaîne 1), le médiateur de la République, Brahim Merad, a révélé que « 867 projets » ont été libérés des contraintes bureaucratiques, ce qui devrait permettre de créer plus de « 34 000 emplois directs ». Merad a affirmé que « le moment est venu pour créer un environnement approprié, fournir le cadre juridique et supprimer les obstacles qui entravent les investissements, le but étant de dynamiser l'économie. Le médiateur de la République a également fait savoir que « des travaux

sont en cours pour régler toutes les situations et créer 52 000 nouveaux emplois à l'avenir ». Brahim Merad s'est dit « très satisfait des résultats obtenus jusqu'à présent, qui ont permis de créer un climat propice aux investisseurs, dans le but de contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle ». Merad a souligné que « le citoyen est désormais devenu le centre de toutes les préoccupations, expliquant que l'Etat améliore ses conditions de vie, restaure ses droits au niveau des administrations ». Il a ajouté : « La confiance des

citoyens est revenue, comme en témoigne l'absence de comportement anormal et d'engorgement au niveau des administrations. » Aussi, les commissions relevant de la médiation de la République, reçoivent quotidiennement plusieurs pétitions. « En 2021, 59 745 pétitions ont été étudiées sur 61 421 pétitions reçues ». Le médiateur de la République considère cela comme une « belle réalisation qui devrait permettre de rapprocher l'administration des citoyens. » **R.E.**

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

# L'Algérie veut des avions bombardiers d'eau américains

Le chef de l'Etat en a discuté avec des représentants du constructeur d'avions C-130, qui a pris part à la 53e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA).

Par Youcef Salami

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, veut « d'urgence » des bombardiers d'eau américains. Le chef de l'Etat a évoqué ce sujet lors de sa visite au pavillon des Etats-Unis d'Amérique (invité d'honneur), de la 53e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA). Il en a discuté avec des représentants du constructeur d'avions C-130, qui a pris part à cette 53e édition. « C'est urgent, l'acquisition peut se conclure sur-le-champ », a-t-il déclaré. Le président Tebboune a souhaité que les avions en question soient équipés pour lutter contre les feux en utilisant l'eau de mer. Il a été, par ailleurs, décidé d'affréter, pour cet été, six avions dans le but de renforcer les capacités de lutte contre les feux de forêt par voie aérienne. « Ces avions seront affrétés pour les mois de juillet et août prochains », qui représentent la période la plus dure en termes d'incendies de forêt », a précisé récemment la directrice de la protection de la flore et de la faune de la DGF,



Ilhem Kabouya, Sur les six appareils qui seront affrétés, quatre sont dotés d'une capacité de 3.000 litres, alors que les

deux autres sont d'une capacité de 6.000 litres, a détaillé la même responsable, lors de son intervention au premier sémi-

naire algéro-canadien sur la lutte contre les feux de forêt par des moyens aériens, organisé par le Conseil de développe-

ment Canada-Algérie (CDCA). Il est bon de rappeler que le ministère de la Défense nationale avait déjà entamé, « des négociations avec un constructeur russe de renommée mondiale pour l'acquisition de quatre avions amphibies bombardiers d'eau multi-mission neufs (BE-200) pouvant intervenir contre les incendies de forêt dans des conditions météorologiques « extrêmes et complexes ». Les avions amphibies bombardiers d'eau multi-mission de type BERIEV-200 (BE-200), bimoteurs, ont une capacité de 13.000 litres et pouvant intervenir contre les incendies de forêt dans des conditions météorologiques extrêmes et complexes. Ces bombardiers d'eau (BE-200) réputés à l'échelle internationale, ont fait leurs preuves lors de leur emploi contre les incendies de forêt qui ont touché plusieurs pays du monde et vont fortement soutenir les efforts de l'Etat dans la lutte contre les incendies avec l'efficacité et la rapidité requises.

Y.S.

CRISE ENTRE ALGER ET MADRID

## La Banque d'Espagne exprime ses inquiétudes

La Banque d'Espagne estime que la crise entre Alger et Madrid, déclenchée par la décision de Pedro Sánchez de modifier la position historique de l'Espagne par rapport à la question du Sahara occidental, pourrait avoir un impact sensible sur l'inflation et le PIB. L'institution financière ibérique a exprimé ses inquiétudes à ce sujet. Et d'expliquer : « Non seulement cette crise constitue un problème géopolitique important mais peut également avoir des conséquences importantes sur l'économie espagnole ». Elle a, en outre, souligné qu'une éventuelle restriction des livraisons de gaz en provenance d'Algérie aurait un « effet sensible » à la fois sur la croissance économique et sur l'inflation. Le directeur général de l'économie et des statistiques de la Banque d'Espagne, Ángel Gavilán, a confié, vendredi dernier, aux médias espagnols que bien qu'il soit encore tôt pour évaluer l'impact que cette crise pourrait avoir sur l'écono-

mie, le risque de rupture de l'approvisionnement en gaz en provenance de l'Algérie provoquerait une pression sur la croissance économique ainsi que sur les marchés de l'énergie, ce qui tirerait l'inflation vers le haut. L'Algérie a fourni 35,8% du gaz importé par l'Espagne au cours des douze derniers mois et en 2021, ce pourcentage a approché les 43%. L'Espagne a réduit ses importations de gaz algérien ces derniers mois, mais continue d'être le principal fournisseur de gaz, selon ABC. La Banque d'Espagne a révisé ses projections pour l'économie espagnole afin d'intégrer les événements de ces dernières semaines. La Banque d'Espagne table sur une croissance de l'économie de 4,1% en 2022, soit quatre dixièmes de moins que ce qu'elle prévoyait il y a à peine deux mois et s'attend à ce que l'inflation moyenne pour l'année soit d'environ 7%. Pedro Sánchez, qui a vendu son âme au diable pour des

pinottes, dans une alliance de circonstance avec le Maroc, a été fortement critiqué, notamment par des intellectuels de gauche en Espagne. Dans un entretien accordé au quotidien espagnol El Mundo, José Manuel García-Margallo, ancien ministre espagnol des Affaires étrangères, a estimé que le gouvernement dirigé par Sánchez a réussi à mettre en colère le Maroc, l'Algérie et le Polisario en même temps, aucun gouvernement de démocratie n'y était parvenu. L'ancien ministre espagnol a qualifié la crise avec l'Algérie de « plus grande catastrophe diplomatique qui ait frappé l'Espagne depuis 1975 ». Pris dans la tourmente, le gouvernement espagnol est allé toquer à la porte de l'UE, dénonçant ce qu'il considère comme « une violation » par l'Algérie de son accord d'association avec l'Union européenne. Vendredi 9 juin, le plus haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, Josep Borrell, et le

vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, ont exprimé leur soutien à l'Espagne. « L'UE est prête à s'opposer à tout type de mesures coercitives appliquées à un Etat membre de l'Union européenne », ont-ils indiqué dans une déclaration commune. L'Algérie a répondu par le biais de sa représentation diplomatique à Bruxelles qui a déploré « la précipitation avec laquelle la Commission européenne a réagi (...) sans s'assurer que cette mesure (la suspension du traité d'amitié) n'affecte ni directement, ni indirectement ses engagements contenus dans l'Accord d'association Algérie-Union européenne ». « S'agissant de la prétendue mesure d'arrêt par le gouvernement des transactions courantes avec un partenaire européen, elle n'existe en fait que dans l'esprit de ceux qui la revendiquent et de ceux qui se sont empressés de la stigmatiser », a ajouté la représentation algérienne.

Y.S.

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ

## Le ministre de la Santé veut sévir

L'Inspection générale du ministère de la Santé a instruit les directeurs de la santé d'envoyer des médecins inspecteurs dans toutes les structures du secteur pour suivre la mise en œuvre de l'instruction du ministre de la santé, Abderrahmane Benbouzid, relative à l'amélioration de la qualité de l'accueil et des services de santé au profit des citoyens, a indiqué lundi dernier un communiqué du ministère. Il est expliqué dans le communiqué qu'il s'agit également d'apporter le soutien nécessaire aux directeurs de ces établissements au niveau

local et de les orienter selon les objectifs fixés par le ministère de tutelle, dans le strict respect du calendrier de mise en œuvre des programmes tracés, a ajouté la même source. « Après avoir écouté des explications sur l'état d'avancement des programmes et projets de réhabilitation des services des urgences médico-chirurgicales et des polycliniques, le premier responsable du secteur a donné de nouvelles instructions exigeant la mise en œuvre effective des précédentes instructions en opérant les modifications requises », y est-il ajouté.

Insistant sur l'importance d'améliorer la qualité des prestations sanitaires fournies aux citoyens, notamment en termes d'accueil, Benbouzid a déploré « l'état de certains hôpitaux » et les conditions qu'il a constatées personnellement durant ses visites dans plusieurs wilayas du pays. Pour lui, il est impératif de remédier aux « lacunes enregistrées dans le secteur tant pour les chantiers des projets en cours de réalisation que ceux connaissant des opérations de réaménagement », soulignant la nécessité d'accorder la priorité aux services des

urgences et aux polycliniques, « sans pour autant négliger les autres spécialités médicales ». Le ministre de la Santé a appelé les directeurs de la santé des wilayas à suivre personnellement ces projets sur le terrain, notamment en ce qui concerne les services des urgences où les premiers soins sont dispensés aux malades, tout en veillant à la maintenance des équipements médicaux en panne et à leur mise en service pour assurer des prestations de qualité aux malades.

R.N.

EN ATTENTE DE LA RÉUNION DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE

## FORTES BAISSSES DES MARCHÉS BOURSIERS MONDIAUX

Les marchés mondiaux sont en attente de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Banque centrale), prévue pour hier et aujourd'hui, afin de décider des taux d'intérêt sur le dollar.

Depuis la fin de la semaine dernière, les marchés boursiers et des cryptomonnaies ont subi de fortes baisses, en raison des inquiétudes quant à un resserrement significatif de la politique monétaire aux États-Unis.

Dans une note de recherche récente, la banque d'affaires JPMorgan a prévu une hausse des taux d'intérêt de 75 points de base, lors de la réunion de la Fed, cette semaine, suite aux résultats d'une enquête qui ont anticipé une hausse du plafond de l'inflation aux États-Unis.

Les prévisions précédentes tablaient sur une décision d'augmentation des taux d'intérêt de 50 points de base, mais les chiffres de l'inflation américaine, parus en mai et publiés vendredi dernier, ont suscité davantage d'inquiétudes parmi les responsables de la politique monétaire américaine.

L'inflation aux États-Unis a augmenté de 8,6 %, sur une base annuelle, au mois de mai, battant ainsi un record jamais atteint depuis 1981.

Les marchés boursiers américains ont baissé, dans la journée du lundi d'hier, menés par l'indice Standard & Poor's 500, qui a dégringolé au cours de quatre séances consécutives, avec une baisse totale qui a atteint les 22 %, depuis le début de l'année 2022.

Les marchés financiers mondiaux traversent une période d'exode massif des marchés boursiers, obligataires et des cryptomonnaies vers une valeur refuge (le dollar), tentant ainsi d'échapper aux investissements à haut risque.

R. E.

ELLE A AUGMENTÉ SES IMPORTATIONS DURANT LES 100 PREMIERS JOURS DE LA GUERRE EN UKRAINE

# La France est le 7e plus gros importateur de pétrole russe !

La France a augmenté ses achats en pétrole russe durant les 100 premiers jours de la guerre en Ukraine, selon une étude publiée, avant-hier, par le centre de recherche indépendant «Center for research on energy and clean air» (CREA).

**A**insi, l'étude démontre que la France est le 7ème plus gros importateur de pétrole russe ces 100 derniers jours, avec 4,3 milliards d'euros.

Mais la France n'est pas le seul pays à continuer à commercer avec la Russie. En effet, le rapport démontre que du 24 février au 3 juin, la Russie a tiré «93 milliards d'euros de revenus des exportations de combustibles fossiles au cours des 100 premiers jours de la guerre et l'UE en a importé 61 %, pour une valeur d'environ 57 milliards d'euros».

Dans le détail, le centre estime à «46 milliards d'euros pour le pétrole brut, 24 milliards d'euros pour le gazoduc, 13 milliards d'euros pour les produits pétroliers, 5,1 milliards d'euros pour le GNL et 4,8 milliards d'euros pour le charbon».

## L'EUROPE N'A PAS CESSÉ SES IMPORTATIONS

Même si la Chine est devenue le plus gros importateur avec 12,6 milliards d'euros, des pays européens comme l'Allemagne (12,1 milliards d'euros), l'Italie (7,8 milliards d'euros), les Pays-Bas (7,8 milliards d'euros), la Pologne (4,4 milliards d'euros) et la France (4,4 milliards d'euros) ont aussi contribué à la richesse de la Russie.

De leur côté, la Turquie a importé pour 6,7 milliards d'euros tandis que l'Inde a fait de même pour 3,4 milliards d'euros.

L'étude explique aussi



«qu'une partie des importations du pétrole russe est revendue vers l'Europe».

Malgré tout, le rapport explique que «le volume des importations a légèrement baissé en mai, d'environ 15 % par rapport à la période précédant l'invasion même si les revenus du pays sont restés stables».

En effet, selon le rapport, «l'augmentation de la demande fossile a créé une aubaine pour la Russie puisque les prix étaient en moyenne 60 % plus élevés que l'an dernier».

En revanche, l'étude observe

que «la Pologne et les États-Unis ont fait les plus grosses entailles dans les revenus de la Russie et la Lituanie, la Finlande et l'Estonie ont réalisé des réductions importantes en pourcentage de plus de 50 %».

## LE PÉTROLE RUSSE TRANSPORTÉ PAR DES EUROPÉENS

Enfin, l'étude note aussi une tendance contradictoire avec l'embargo russe.

En effet, le centre s'étonne que même si «le pétrole russe est de plus en plus expédié vers des marchés plus éloi-

gnés, en avril-mai, 68 % des livraisons de pétrole brut russe ont été effectuées par des navires appartenant à des sociétés européennes, britanniques et norvégiennes». Selon le rapport, «les pétroliers grecs ont même transporté à eux seuls 43 % des exportations».

De même, «pour les livraisons vers l'Inde et le Moyen-Orient, la part était encore plus élevée à 80 %. 97 % des pétroliers étaient assurés dans seulement trois pays, le Royaume-Uni, la Norvège et la Suède», ajoute le rapport.

RE/agence

## TUNISIE

# Le déficit de la balance commerciale atteint les 3,27 milliards de dollars en 5 mois

Le déficit de la balance commerciale de la Tunisie a augmenté de 67 % au cours des cinq premiers mois de 2022 sur une base annuelle, pour atteindre 9,929 milliards de dinars (3,27 milliards de dollars). Les données de l'Institut national de la statistique de Tunisie, publiées samedi soir, ont montré que le déficit de la balance commerciale (la différence entre les exportations et les importations) était de 5,941 milliards de dinars (1,96 milliard de dollars) à la même période de 2021. L'augmentation du déficit de la balance commerciale résulte d'une augmentation des importations de 35,3% sur une base annuelle à 33,212 milliards de dinars (10,96 milliards de dollars). Les hausses des prix des denrées alimentaires et des dérivés énergétiques ont entraîné une augmentation de la valeur des importations cette année, dans un contexte d'inflation mondiale élevée, principalement causée par la guerre russo-ukrainienne. La valeur des exportations au cours de la période a

augmenté de 25,1% sur une base annuelle, à 23,283 milliards de dinars (7,684 milliards de dollars). Le taux d'inflation des prix à la consommation en Tunisie a atteint 7,8% sur une base

annuelle, au cours du mois de mai dernier, contre 7,5% en avril précédent, soit presque son niveau le plus élevé depuis 30 ans. La Tunisie connaît une grave crise économique, exacerbée par les

répercussions de la pandémie de coronavirus, et le coût élevé de l'importation d'énergie et de matériaux de base en raison de la crise russo-ukrainienne.

A. A.

## ACCORD SUR LA PÊCHE

# L'OMC promet des millions aux pays en développement

La directrice générale de l'OMC, pressée de conclure des négociations difficiles sur la pêche, a proposé mardi la création d'un fonds de soutien de plusieurs millions pour convaincre les pays en développement de signer l'accord. La pêche reste le dossier phare de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se tient cette semaine à Genève, et les ministres s'apprêtent à entrer dans le vif du sujet dans la journée. Le texte, qui s'inscrit dans les objectifs du millénaire de l'ONU, doit en particulier supprimer les subventions qui peuvent encourager la surpêche ou

les prélèvements illégaux. Mais des divergences persistent sur le traitement des pays en développement. Le fonds que l'OMC souhaite mettre sur place vise à leur apporter une assistance technique et renforcer leurs capacités afin que ces pays puissent mettre en œuvre l'accord et aider leurs pêcheurs à se tourner vers une pêche plus durable, en coordination notamment avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'OMC espère réunir dans un premier temps 10 millions de dollars, avant de doubler ce montant, a-t-elle indiqué mardi. «Nous avons déjà

reçu sous forme de promesses de dons pour le fonds environ 5 millions de dollars, ce qui représente la moitié du montant initial de 10 millions de dollars que nous recherchons» dans l'immédiat, a déclaré la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, lors de la présentation du fonds aux délégués. «En outre, un certain nombre de délégations nous ont informés qu'elles étudiaient les détails du financement et qu'elles étaient favorables à des promesses de dons, même si elles ne sont pas prêtes à le faire aujourd'hui», a-t-elle ajouté.

R. E.

TENTATIVES DE FUITE DE SUJETS DU BACCALAURÉAT À KHENCHELA

# Quatre personnes condamnées

Quatre personnes ont été condamnées par les tribunaux de Khenchela et Ouled Rechache à deux mois de prison avec sursis et un an de prison ferme pour "début de diffusion de sujets de baccalauréat par l'usage de moyens de télécommunications et possession d'une marchandise étrangère de contrebande utilisée pour la fraude durant les examens", a indiqué avant-hier un communiqué du procureur général près la Cour de justice de Khenchela, Lenouar Benmehdi.

Selon le communiqué, dont une copie a été reçue par l'APS, trois (3) personnes ont été présentées devant la section pénale du tribunal de Khenchela au motif de "début de diffusion et fuite de sujets des épreuves du baccalauréat par l'usage de moyens de télécommunications", et condamnées à une année de prison ferme et une amende de 20.000 DA séance tenante et confiscations des saisies.

Les services de la 4<sup>ème</sup> sûreté urbaine de Khenchela avaient présenté les mis en cause le 12 juin devant le parquet près le tribunal de Khenchela, après qu'ils furent débusqués par les enseignants surveillants en train d'organiser des fuites des sujets du baccalauréat en utilisant des moyens de télécommunications (bluetooth), selon la même source.

Le communiqué a indiqué qu'avant ces faits, une personne a été interpellée par les services de la sûreté de daïra d'Ouled Rechache après l'avoir suspectée de faire la promotion sur les réseaux sociaux d'appareils sensibles interdits, utilisés en télécommunications via un "bluetooth invisible".

La perquisition du domicile du suspect a permis, a-t-on relevé, la saisie de 18 appareils développés de télécommunications qu'il a indiqué avoir achetés en vue de les revendre du fait qu'ils peuvent être utilisés pour



frauder lors des examens.

Après l'achèvement des mesures légales et la présentation de l'administration des Douanes de la wilaya d'Oum El Bouaghi d'une plainte à ce propos, le suspect a été présenté devant le parquet près le tribunal d'Ouled Rechache, a-t-on indiqué. Selon le document, en vertu des mesures de comparu-

tion immédiate, le parquet a poursuivi le mis en cause pour "possession d'une marchandise étrangère de contrebande à des fins commerciales", et conformément à l'article 324 alinéa 2 du Code des Douanes et de l'article 10 de la loi relative à la lutte contre la contrebande, il a été condamné à deux mois de prison avec sursis, confiscation

des saisies et le paiement d'une amende 300.000 DA pour l'administration des Douanes.

Le communiqué a ajouté que dans le cadre de l'application des recommandations de la cellule de veille et de suivi du déroulement des examens officiels, installée au niveau de la Cour de justice de Khenchela, et en vertu de l'article 11 du code

de procédures pénales modifié et complété, les autorités judiciaires de la wilaya de Khenchela poursuivent leur travail de lutte et de répression des crimes de fraude et de fuite des sujets des examens, via les moyens technologiques modernes, et de leur prise en charge immédiate.

R. R.

## ARBRES FRUITIERS

### Un nouveau mode de financement via «les projets à initiatives locales»

Le secteur de l'Agriculture et du Développement rural s'emploie à changer le mode de financement direct des projets de plantation d'arbres fruitiers en optant pour un mode de financement "direct" à travers le mécanisme dit "projets à initiatives locales (PIL)", a déclaré à l'APS, le sous-directeur du développement de l'agriculture de montagne, Merabet Lamine.

Ce nouveau mode de financement ouvre la voie à plusieurs intervenants, en l'occurrence les maîtres d'œuvres, les pépinières, les agriculteurs et les propriétaires de terres agricoles pour leur permettre de réaliser de larges activités agricoles, en se basant sur un cahier de charge, "l'aide n'étant pas accordée directement, mais après la concrétisa-

tion et la réception du projet avec la garantie des mécanismes de maintenance et de suivi technique des projets (irrigation, taille...etc).

Cette opération permettra au secteur de passer du mode de soutien direct de l'agriculteur au mode d'organisation de l'activité agricole dans le cadre d'entreprises via des projets locaux, fondés sur la volonté de l'investisseur d'y adhérer pour bénéficier de l'aide pour la concrétisation de ses projets.

Cette orientation s'inscrit dans le cadre des stratégies tracées par le secteur et des orientations du ministre de l'Agriculture, M. Mohamed Abdelhafid Henni, pour l'application "des projets de plantation d'arbres fruitiers rustiques via les projets à initiatives locales" (Projet Pil)

en vue d'organiser l'activité agricole dans un cadre consensuel et unifié localement, ajoute le responsable.

Ce type de projet vise à réduire les terres en friche ou à faible rendement, notamment en faveur des agriculteurs ou propriétaires qui ne sont pas en mesure d'assurer la mise en valeur de leurs terres sur les plans matériel et technique, d'où l'intervention du ministère pour prendre en charge le financement et le suivi, une démarche susceptible de surmonter la faible pluviométrie et l'impact climatique, en sus de renforcer la couverture végétale et forestière.

M.Merabet a fait état du renforcement de la plantation d'arbres fruitiers rustiques qui ne nécessitent pas beaucoup d'irrigation dans le cadre d'unprogram-

me adopté en octobre 2021 et mis en œuvre à travers 5 wilayas sur 28 wilayas ciblées.

Au titre de la première partie de ce programme allant jusqu'au premier trimestre de 2022, quelque 222.000 arbrisseaux ont été distribués sur une superficie couvrant 1037 hectares (M'sila, Naâma, Djelfa, Bordj Bou Arreridj et Saida), la superficie ciblée s'élevant à 11.000 hectares.

En vue de concrétiser ce programme tendant à planter 71 millions arbrisseaux, une enveloppe de 751 millions DA a été mobilisée.

A cet effet, le secteur a prévu de planter des arbrisseaux de grenadiers, de figuiers, de cerisiers, d'oliviers et de caroubiers, dans les zones montagneuses, des amandiers, des pistachiers et des arganiers, dans les Hauts-plateaux et au Sud.

Le secteur œuvre, en coopération avec les instituts techniques spécialisés et les administrations sous tutelle, à étendre la plantation des arganiers à travers le renforcement de la production des pépinières dans des pépinières de ce genre notamment celles relevant de l'administration de forêts à Adrar et Tindouf, explique M. Merabet.

Le secteur s'attèle actuellement à planter 80 hectares d'arganiers par les services des forêts au niveau de ces deux wilayas.

APS

### PRÈS DE 300 M DE CÂBLES ÉLECTRIQUES VOLÉS Le téléphérique Blida-Chréa à l'arrêt

Le téléphérique Blida-Chréa est actuellement à l'arrêt suite à un acte de sabotage, a annoncé avant-hier, la direction des transports de la wilaya de Blida.

"Le service de transport par câbles électriques, assuré par le téléphérique reliant la ville de Blida aux hauteurs de Chréa, est suspendu depuis dimanche, suite à un

acte de sabotage contre l'installation (vol de câbles électriques) perpétré par des malfaiteurs à Beni Ali", a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Idir Ramdane Cherif.

"Il s'agit du vol de près de 300 m de câbles électriques", a-t-il précisé, signalant l'introduction, par ses services, d'une plainte

contre X, auprès des services sécuritaires compétents.

Cet acte de sabotage est le 2<sup>e</sup> du genre qui touche cette installation après celui enregistré en avril dernier, également à l'origine d'un arrêt d'activité du téléphérique, est-il déploré de même source.

A noter que la direction des

transports de Blida avait annoncé, en mai dernier, la reprise de l'activité du téléphérique sur son premier axe reliant Blida à Beni Ali, suite à un arrêt causé par un acte de sabotage, signalant la poursuite des travaux de maintenance sur son 2<sup>e</sup> axe reliant Beni Ali à Chréa.

R. R.

# MAROC, LA DIPLOMATIE DE LA

LES LOBBYS DE SA MAJESTÉ SOUS

**Des rémunérations de journalistes à la compromission du chef de gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, en passant par les "caisses noires" tirées des bénéficiaires du kif, les banques implantées en Afrique, les loges maçonniques, journalistes et eurodéputés de Bruxelles, le Mossad, les entreprises israéliennes High Tech et logistique militaire, Elbit et Aérospatiale Industries, la diplomatie parallèle du Maroc aura tout essayé pour venir à bout des résistances à ses projets expansionnistes.**

**B**eaucoup d'actions marocaines ont été menées grâce au concours intéressé du renseignement israélien, spécialiste dans la sous-traitance des affaires scabreuses. Le Mossad fait travailler un autre service en tirant profit, lui le premier, du deal. L'affaire Pegasus en fut le meilleur exemple. Le scandale planétaire avait profité en réalité aux Israéliens, les Marocains n'ont gagné que des miettes, en plus du tollé général. Cette relation avait débuté avec l'indépendance du Maroc, mais s'était renforcée au début des années 60, le Maroc et les services secrets israéliens ayant alors tissé des liens discrets mais forts. Ils débutèrent avec la question de l'exode des juifs marocains vers Israël pour s'étendre à une coopération plus étroite. L'histoire des relations entre l'un des services secrets les plus efficaces du monde, mais aussi le plus criminel, le Mossad israélien, et le royaume chérifien remonte aux premières années de l'indépendance du Maroc.

A l'époque, Israël, polygone territorial façonné par les grandes puissances au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, recherche à tout prix des moyens de survie dans un environnement arabe en ébullition et forcément hostile. L'Etat hébreu est conscient que son avenir dépend avant tout de sa démographie et de sa capacité à entretenir des relations stratégiques avec nombre de jeunes nations encore non alignées. Le Maroc correspond aux desseins des sionistes. Selon Agnès Bensimon, auteur du célèbre « Hassan II et les Juifs », c'est parce que les services secrets israéliens ont fourni des renseignements très précis quant à un complot visant à tuer le prince héritier en février 1960 que les relations entre le Maroc et Israël ont débuté. L'historien Yigal Bin-Nun dément une telle version des faits. Pour lui, c'est en 1963 que la coopération officielle entre les deux pays a commencé. Hassan II craignait que son trône ne soit menacé par le panarabisme. Il faisait mine de sympathiser avec la vague nassérienne qui submergeait le monde arabe ; en réalité, il le faisait pour ne pas se laisser distancer par l'opposition. Selon l'historien israélien Yigal Bin-Nun, spécialiste des relations Maroc-Israël, le roi a peut-être voulu se rapprocher d'Israël parce qu'il était attiré par ce qu'on appelait alors le « miracle israélien ». L'intrusion du Mossad au Maroc s'est faite par des voyages clandestins de nombreux agents du Mossad et de leur chef Isser Harel, entre 1958 et 1960. Le premier eut lieu le 1er septembre 1958. Si les autorités marocaines eurent vent de sa visite, elles n'en laissèrent rien paraître, préparant ainsi le terrain à « l'accord de compromis » conclu entre le Palais et Israël favorisant l'exode des Juifs marocains. Plus tard, les officiers Oufkir, Dlimi et bien d'autres se rendirent clandestinement en Israël et des politiques et militaires israéliens firent durant de longues années le chemin inverse.

## A L'ORIGINE DE LA DST MAROCAINE, LE MOSSAD

Les archives nationales d'Israël regorgent de documents historiques qui retracent ces liens. Les Marocains auraient souvent demandé aux Israéliens de les renseigner sur les Etats arabes favorables à un renversement de la monarchie alaouite. Israël aurait aussi soutenu le Maroc dans sa « Guerre des Sables » avec l'Algérie en livrant des blindés. Des officiers de Tsalal et du Mossad ont formé et encadré la jeune armée royale et les services de sécurité dont le célèbre Cab-1, l'embryon de la DST. Ces bribes d'informations collectées dans diverses sources peuvent éclairer encore plus le lecteur sans le forcer à approuver ou non nos conclusions. Les faits vont parler d'eux-mêmes. Et c'est puisé dans les médias internationaux les plus réputés et les plus objectifs.

## LE MAROC A MENÉ UN LOBBYING AFIN D'ANNULER LA RÉUNION DU CPS DE L'UA

Le Maroc a mené d'intenses actions de lobbying auprès des responsables kenyans et africains afin d'annuler une réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS) sur le Sahara occidental, selon le quotidien kenyan "Nation". Le journal a dévoilé des aspects des manœuvres cachées des services marocains qui ont tenté d'exercer une pression notamment sur le chef du mouvement démocrate orange (ODM), le Kenyan Raila Odinga, alors Haut représentant de l'Union africaine (UA) pour le Développement des infrastructures, afin de le persuader d'intervenir auprès du président kenyan pour empêcher ou reporter la réunion. Le même journal a révélé également que le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a appelé son homologue kenyane, Raychelle Omamo, pour tenter de faire passer des messages contenant des arguments fallacieux concernant le conflit du Sahara occidental. Le journal kenyan a conclu que les multiples tentatives et pressions du Maroc n'ont pas empêché le président kenyan, Uhuru Kenyatta, de convoquer la réunion du mardi 9 mars. Les participants à cette réunion ont appelé à un "cessez-le-feu immédiat" au Sahara occidental et demandé à la troïka de l'Union africaine et à l'Envoyé spécial de l'UA pour le Sahara occidental, Joachim Chissano, de "redynamiser le soutien à la médiation dirigée par l'ONU". La même source rappelle que l'année dernière, en décembre, l'ex-président des Etats-Unis Donald Trump a décidé unilatéralement de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, ce à quoi l'Union africaine s'est rapidement opposée et a déclaré que la question devait être résolue par le biais du référendum d'autodétermination ordonné par le Conseil de sécurité de l'ONU dont les Etats-Unis sont un membre permanent.

## POUR LE MAROC, DES JOURNALISTES FRANÇAIS

## SOUS INFLUENCE

Des journalistes français payés par le Maroc : c'est la partie la plus sulfureuse des révélations du mystérieux twitter « Chris Coleman ». Derrière ce pseudonyme se cache un lanceur d'alerte non identifié, parfois surnommé « le Snowden marocain ».

Parmi les centaines de documents mis en ligne sur Facebook, puis sur Twitter, plusieurs dizaines dévoilent les liens entretenus par quatre journalistes français avec un directeur de magazine marocain très proche du pouvoir.

Au cœur de ces relations très particulières : la question du Sahara occidental, obsession du royaume. Pour défendre sa politique colonialiste et empêcher l'organisation du référendum d'autodétermination que l'ONU réclame année après année, le Maroc a besoin du soutien des grandes puissances. En France, l'appui de journalistes influents a joué un rôle important auprès de l'opinion publique et du gouvernement français. Selon les dizaines de courriels (58 exactement, dans leur format d'origine) mis en ligne par « Chris Coleman », cet appui n'était pas gratuit. Les messages, dont le plus ancien date du 4 octobre 2007 et le plus récent du 14 juin 2012, concernent en majorité des échanges entre Ahmed Charai, directeur de la rédaction de L'Observateur du Maroc, un hebdomadaire francophone, et son contact dans l'un des services de renseignement du royaume chérifien.

De quoi parlent les deux hommes ? De la collaboration à L'Observateur du Maroc de quatre journalistes occupant des postes importants dans des médias français : Dominique Lagarde, ancienne rédactrice en chef adjointe au service Monde de L'Express, José Garçon, ancienne journaliste à Libération, Mireille Duteil, ancienne rédactrice en chef du Point, toutes trois spécialisées dans la couverture du Maghreb, ainsi que Vincent Hervouët, éditorialiste de politique étrangère sur TF1 et LCI et présentateur d'une émission quotidienne.

Tous quatre fournissaient au magazine, depuis plusieurs années, une production impressionnante. Rien qu'entre janvier et fin octobre 2014, les trois derniers ont publié chacun entre 22 et 26 chroniques qui ont pour point commun de ne jamais évoquer la situation intérieure du Maroc. Interrogés par le site Arrêt sur images de Daniel Schneidermann, tous quatre ont nié avoir été payés pour ces chroniques. Un travail bénévole consenti à un ami, ont-ils expliqué. Une réponse qui ne convainc pas un spécialiste des liens entre élites françaises et Makhzen (l'Etat et les institutions régaliennes du Maroc) : « Je ne connais pas un journaliste qui écrirait gratuitement pendant des années et pour un journal que personne ne lit ! Je n'ai pas l'ombre d'un doute sur le fait qu'ils ont été payés ».

## ACCOINTANCES AVEC LE RENSEIGNEMENT MAROCAIN

Les courriels impliquant les journalistes français laissent peu de doute sur la nature de leurs relations avec le magazine, ni sur

celles entretenues par L'Observateur du Maroc avec le pouvoir. Les courriels ont été authentifiés par un journaliste spécialiste d'Internet, Jean-Marc Manach, dans un article paru sur le site Arrêt sur Images. Ces messages sont envoyés par Ahmed Charai, le directeur du magazine à « Sidi Morad ». Des indices laissent penser que « Sidi Morad » est Mourad Ghoul, directeur de cabinet de Yassine Mansouri, directeur de la Direction générale des études et de la documentation (DGED). Et ancien patron de l'agence de presse officielle Maghreb Arabe Presse...

Plusieurs des messages accessibles commencent par « Sidi Yassine », qui renverrait selon toute vraisemblance à Yassine Mansouri. Selon le journal en ligne Demain online, Ahmed Charai serait « réputé pour ses accointances avec la DGED ». Membre de nombreux think thanks, il est présenté comme un expert du Maroc et de l'Afrique du Nord, rompu à l'art d'encenser l'action royale et de promouvoir « l'exception marocaine ». Plusieurs courriels montrent ses relations avec des représentants de la communauté juive, comme ceux de l'American Jewish Committee ou de la Sephardic National Alliance, sur lesquels « on peut compter » pour le dossier du Sahara, comme il le souligne dans des messages adressés directement à « Sidi Yassine ». Ahmed Charai s'active donc plus comme un agent en service commandé que comme un patron de presse.

## DE MYSTÉRIEUSES TRACTATIONS FINANCIÈRES

À propos des journalistes français, les échanges entre Ahmed Charai et « Sidi Morad » sont explicites. Le 2 octobre 2011, par exemple, Charai précise la somme de 6000 euros qu'il lui faudra remettre à chacun des quatre journalistes lors d'une réunion dans un hôtel parisien. Pour Vincent Hervouët, le montant est détaillé : « 2 000 par mois pour L'Observateur et 1000 euros par numéro pour le Foreign Policy », un magazine en ligne américain de Slate Group auquel a collaboré Hervouët et dont Charai a été l'éditeur de la version francophone.

Le message en question a, comme les autres, été authentifié par Jean-Marc Manach : le message a bien été envoyé de l'adresse électronique d'Ahmed Charai à celle de « Sidi Morad ».

Prouve-t-il absolument que Vincent Hervouët a été rémunéré ? Deux autres hypothèses peuvent être évoquées : Ahmed Charai aurait pu extorquer de l'argent à la DGED en prétendant payer les journalistes français, mais en gardant les versements pour lui. Autre explication : le courriel aurait été envoyé à son insu. C'est ce qu'affirme Charai, qui dénonce le « piratage » de son compte depuis 2010, pointant les services algériens. Ce qui est peu probable puisque le « contact » lui a répondu sur un détail précis.

D'autres messages évoquent l'existence de transactions financières entre Ahmed Charai et Vincent Hervouët. Il s'agit cette fois de messages envoyés par Hervouët lui-même à Ahmed Charai, et transmis par ce dernier à son contact — donc, semble-t-il, à la DGED. Le 22 avril 2010 par exemple, le journaliste français demande à Ahmed Charai : « est-ce que tu es sûr que ça ne t'embête pas de m'avancer sur mon salaire les 38 000 euros ? » Avant de le transmettre à son contact habituel, ici probablement Yassine Mansouri : « Pour Sidi Yassine. Je crois qu'on pourra faire le geste ! »

Le lien financier entre les deux journalistes dépasse la production de chroniques. Le présentateur de LCI est actionnaire, à hauteur de 10 %, d'une société dont Ahmed Charai est le PDG : Audiovisuelle Internationale, qui diffuse Med Radio. Actionnaire

LA LOUPE DES ENQUÊTEURS (III/3)

# A CORRUPTION TOUS AZIMUTS

en tant qu'« opérateur qualifié », Vincent Hervouët avait participé en 1981 et 1982 au lancement de Radio Méditerranée internationale (devenue Medi 1).

## SERVITEURS ZÉLÉS DE LA PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE MAROCAINE

Pour le Maroc, le retour sur investissement va bien au-delà des articles écrits dans l'obscur Observateur marocain. On peut s'interroger sur l'approche que peuvent avoir ces journalistes des sujets qui concernent le Maghreb, et le conflit du Sahara occidental en particulier. Alors qu'ils publient leurs chroniques dans un titre marocain qui aborde fréquemment ce dossier, en reprenant à son compte et sans nuance la propagande marocaine, pourquoi eux-mêmes n'évoquent-ils pas davantage le sujet dans leurs propres médias ?

On peut noter par exemple que la révolte dite de Gdeim Izik, en octobre et novembre 2010, qui a mobilisé environ 20 000 Sahraouis, a été passée sous silence dans l'émission Ainsi va le monde présentée quotidiennement par Vincent Hervouët, lorsqu'elle s'est achevée dans la violence, avec la mort d'agents des forces de l'ordre marocaines et de civils Sahraouis, le 8 novembre. En revanche, quelques jours plus tard, le 23 novembre, Hervouët diffusait « en exclusivité » des images de « terroristes » dans un camp d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Il expliquait que « des liens seraient avérés entre une cinquantaine de membres du Polisario et AQMI » et que les « camps du Polisario » (en fait, des camps de réfugiés situés près de Tindouf en Algérie et administrés par le Polisario avec l'aide d'ONG et du HCR et du Programme alimentaire mondial de l'ONU) formeraient un « nouveau vivier » pour recruter des terroristes. Une information tronquée, reprise régulièrement dans la presse française.

Le surlendemain de la diffusion de cette émission, le journaliste demande à son ami Ahmed Charai de lui réserver trois chambres au Sofitel de Marrakech pour venir passer les fêtes de fin d'année en famille. Dans ce message, transféré par Charai à son contact à la DGED, Vincent Hervouët se félicite d'avoir eu « au moins quatre appels de différents services de mon cher gouvernement (...) au sujet de la vidéo, c'est pas mal ! » Et d'ajouter : « Par contre la direction du Polisario a envoyé hier soir une lettre au Président de la chaîne, protestant contre ce qu'ils ont appelé « l'amalgame » entre AQMI et le front Polisario, ils veulent un droit de réponse, mon œil !!! ».

## PLAN DE PAIX AU SAHARA OCCIDENTAL : LES ENJEUX D'UN LOBBYISME FALLACIEUX

Est-ce que tu es vraiment sûr que ça ne t'embête pas de m'avancer sur mon salaire les 38.000 euros? Dis-moi, sinon j'ai une autre solution "le Crédit LOG", il faut absolument que je déménage la fin de la semaine prochaine ».

C'est une partie du texte envoyé par mail par le journaliste français Vincent Hervouët le jeudi 22 avril 2010 à Ahmed Charai, agent de la DGED marocaine.

Dix jours plus tard, Hervouët cherche à encaisser l'argent en toute discrétion. « Ahmed, Je préfère que tu me remettes toi-même l'avance sur salaire, ne l'envoie surtout pas avec une autre personne », dit-il dans un email envoyé le 28 avril 2010.

Une partie de la mission confiée à Hervouët par son contact marocain semble avoir trait au MAK (Mouvement Autonomie Kabylie). Le journaliste signale dans le premier email qu'il a parlé « du sérieux de



ce MAK » avec son « big boss ». Mais dans un email du 21 avril 2010, Hervouët semblait très sceptique sur le succès de la formation d'un gouvernement en exil pour la Kabylie. « Cela me paraît mal parti : même les agences de presse spécialisées ne disent pas un mot de cette conférence de presse. Pas une dépêche ! Pas une ligne. Pas un mot nulle part de la proclamation d'un gouvernement en exil... Rien non plus sur les manifestations d'hier. Silence éloquent » dit-il.

Dans un email daté du 7 décembre 2011, Hervouët signale qu'il va parler des deux français kidnappés au Mali et va dire que ses kidnappeurs sont des combattants d'AQMI et qu'ils « viennent du camp du Polisario »

Je voulais te dire que ce soir, je vais parler des kidnappeurs des deux Français au Mali qui s'avèrent être bien des types d'Aqmi et qui viennent des camps du Polisario...

Chris Coleman met à disposition de ses lecteurs les emails envoyés par Hervouët à Ahmed Charai qui les a transférés au patron de la DGED, Yassine Mansouri.

Bien sûr, en lisant les quelque huit documents de l'Ambassade marocaine à Genève à propos des services rendus par Athar Khan à ses nouveaux maîtres, on découvre pourquoi Omar Hilale (représentant du Maroc à l'ONU) avait cette haute opinion sur son ami.

Dans le même document du 18 octobre 2012, Hilale souffle à ses supérieurs une information secrète sur des actions de lobbying entreprises par Khan auprès des Américains, pour qu'ils le soutiennent dans son désir de remplacer Christopher Ross au poste d'Envoyé personnel pour le Sahara occidental.

On se rappelle que le Maroc avait déjà, en cette période, commencé sa campagne de dénigrement contre Ross, pour le pousser à quitter son poste comme son prédécesseur américain, James Baker. Et bien sûr, Hilale confirme la nécessité de soutenir l'ami du Maroc au cas où ces démarches aboutissaient, car, selon lui, « la candidature de M. Khan, au cas où elle se formaliserait, serait importante pour notre pays, pour plusieurs raisons ».

## FONCTIONNAIRE ONUSIEN OU ESPION ?

L'acte d'espionnage de Khan contre M. Ross et le Front Polisario est pleinement confirmé par les documents de l'ambassadeur

marocain mentionnés. Dans un de ces documents issus par l'ambassadeur, le 25 octobre 2013, Khan a volontairement saisi une opportunité de rencontre avec l'ambassadeur lors d'une réception pour lui donner un compte rendu détaillé sur les contacts et conversations que Ross a eu avec les responsables du Polisario dans les campements des réfugiés sahraouis, ainsi que les entretiens de l'Américain avec le Chef des opérations des Cbm (Mesures de confiance, en Anglais : Confidence Building Measures) au Hcr.

## KOMPASS COMPLÈTE CONTRE LE CHEF DE LA MINURSO (NOTE CONFIDENTIELLE)

Dans une note envoyée au MAE marocain, l'ambassadeur du Maroc à Genève transmet le désir d'Anders Kompass de changer les dates de sa visite au Sahara occidental pour ne pas permettre à M. Wolfgang Weisbrod-Weber, Représentant spécial du SG de l'ONU pour le Sahara et chef de la MINURSO, de participer aux réunions programmées par Kompass.

Texte intégral de la note :

Mission Permanente du Royaume du Maroc  
Genève

Genève, le 4 avril 2014

CONFIDENTIEL

A Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération  
Rabat

Objet : Visite de la mission technique du HCDH au Sahara

J'ai l'honneur de vous informer que M. Anders Kompass, Directeur des Opérations sur le terrain et de la coopération technique au Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, souhaite retarder sa visite à Rabat, Laayoune et Smara à la fin du mois d'avril au lieu du 23 courant.

Il projette d' :

- \* arriver à Rabat le dimanche 27 avril ;
- \* partir à Laayoune le 28 avril au soir ;
- \* visiter Smara le 30 avril avec l'appui logistique de la MINURSO ;
- \* retourner à Casablanca le 30 avril au soir.

Ce changement des dates est motivé par le souhait de M. Wolfgang Weisbrod-Weber, Représentant spécial du SG de l'ONU pour le Sahara et chef de la MINURSO, qui a insisté à être présent au Sahara lors de la visite de la mission technique.

Il sera absent, durant la semaine du 21 avril, pour une visite familiale en Alle-

magne et pour la réunion du Conseil de Sécurité sur le Sahara à New York : Il ne sera de retour au Sahara que vers le 28 avril. M. Koïpass souhaite obtenir une réponse dans les 48 heures afin de lui permettre d'entamer les préparatifs de la visite et la finalisation de son agenda,

Très haute considération

Signé: l'Ambassadeur, Représentant Permanent

Omar Hilale

## DES « CAISSES NOIRES » POUR LE LOURD FARDEAU DES FINANCEMENTS OCCULTES

Par les voies terrestres, la mer, mais aussi par voie aérienne (utilisation de drones ou d'hélicoptères loués, comme confirmé par la Guardia civile espagnole dans des photos documentaires et des vidéos), le Maroc menace la stabilité et la sécurité de tout le voisinage par la vente non-stop de son poison. Même la traditionnelle et très conservatrice Mauritanie s'en plaint, en constatant les dégâts occasionnés par la drogue sur sa jeunesse.

Le Mali est bombardé de très grosses quantités de kif, de même que les pays limitrophes, le Sénégal, le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria.

Nous ne parlerons pas de l'Algérie, pour rester dans l'objectivité totale. Selon une enquête réalisée par la chaîne française TF1 au Maroc et avec la collaboration de la Guardia civile, 1500 hectares sont destinés pour la culture du cannabis dans la seule région du Rif marocain, ce qui en fait le plus gros producteur de cannabis au monde avec 47 000 tonnes de cannabis brut cultivés surtout à Cherfchaoune, El Hoceima et Taounata, dans le Rif, une des régions les plus pauvres dans tout le Maghreb arabe, une région qui n'a pas connu de développement notable depuis un siècle.

Le cannabis rapporte « seulement » 200 millions de dollars aux paysans marocains, mais plus de 12 milliards de dollars aux trafiquants et « exportateurs », soit 50 fois plus que ceux qui le cultivent, le sèchent et le travaillent.

Les bénéficiaires tirés génèrent des milliards d'euros, dont une partie est prélevée par les « caisses noires », un fonds étatique ultrasecret destiné aux menées parapolitiques et paradiplomatiques dans le monde occidental, une sorte d'outil de propagande pro-marocain efficace, mais légalement anticonstitutionnel et juridiquement criminel.

UN JUGE AMÉRICAIN RECOMMANDE QU'IL SOIT RECONNU COUPABLE DE TORTURE

# Haftar poursuivi aux États-Unis pour « crimes de guerre »

**Un juge américain a recommandé de prononcer un jugement par défaut à l'encontre du commandant militaire de l'est de la Libye Khalifa Haftar, dans une affaire où il est accusé d'exécutions extrajudiciaires de civils, ouvrant ainsi la voie à une condamnation potentielle pour crimes de guerre et torture par un tribunal américain.**

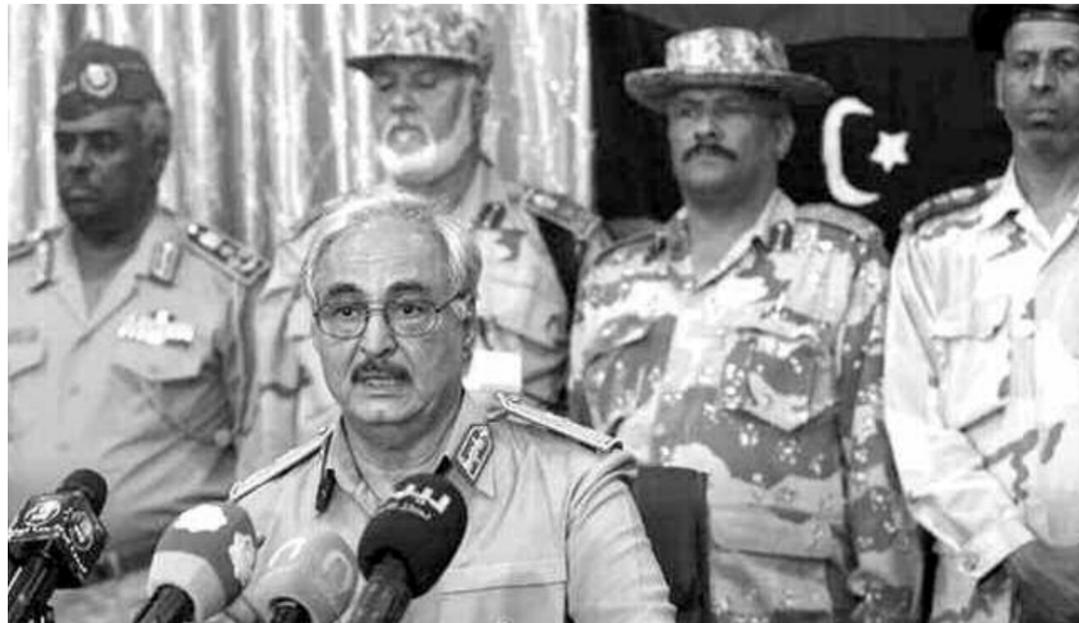
Le juge magistrat John Anderson a déposé une ordonnance qui recommande à la juge principale Leonie Brinkema de prononcer un jugement par défaut contre Haftar. Installé en Virginie depuis plusieurs décennies, Haftar a tenté de se défaire des poursuites en revendiquant une immunité en tant que chef d'État. Ses efforts sont toutefois restés vains. Le dirigeant libyen est reconnu coupable de crimes de guerre par un tribunal américain et pourrait éprouver des difficultés à travailler avec les acteurs internationaux et à obtenir la coopération de Washington et de ses alliés.

## « CRIMES DE GUERRE »

Dans son dossier, Josh Anderson reproche au ressortissant américano-libyen de retarder le processus de litige en refusant de répondre à l'invitation à comparaître devant le tribunal ou de communiquer avec ce dernier. «Malgré la gravité des faits reprochés, [le] prévenu refuse obstinément de se soumettre à une déposition dûment notifiée et planifiée après plusieurs années de litige», a indiqué le juge en faisant référence à Haftar. «Il est évident que des sanctions autres qu'une constatation de défaut de responsabilité seraient inefficaces pour remédier à l'inconduite du prévenu dans la communication préalable des éléments. La probabilité que le prévenu effectue un jour sa déposition est quasiment nulle», a précisé le juge. De multiples familles ont intenté des procès contre Haftar devant des tribunaux américains, l'accusant d'avoir torturé et tué des proches.

## UN JUGEMENT D'ORDRE FINANCIER

Les familles réclament une indemnisation au titre du Torture Victim Protection Act de 1991, qui permet aux citoyens non américains de prétendre à



une indemnisation auprès de toute personne qui, à titre officiel pour le compte d'une nation étrangère, aurait commis des actes de torture ou des exécutions extrajudiciaires.

«Nous envisageons un jugement d'ordre financier. Le juge se prononcera sur la base de ce que la loi prévoit pour l'indemnisation des victimes de tels crimes, tandis que le tribunal peut décider d'aller au-delà de la fourchette normale d'indemnisation en fonction des autres circonstances de l'affaire», indique Middle East Eye Emadeddin Muntasser, activiste américano-libyen, président de la Democracy & Human Rights Foundation et conseiller pour les victimes de crimes de guerre.

«Selon mes estimations, le montant total de la condamnation dépassera les 100 millions de dollars dans les trois affaires. La question suivante sera de savoir comment les recouvrer»

## EMADEDIN MUNTASSER, ACTIVISTE AMÉRICANO-LIBYEN

«Selon mes estimations, le montant total de la condamnation

dépassera les 100 millions de dollars dans les trois affaires. La question suivante sera de savoir comment les recouvrer.»

Installé en Virginie depuis plusieurs décennies, Haftar a tenté de se défaire des poursuites en revendiquant une immunité en tant que chef d'État. Ses efforts sont toutefois restés vains.

Le mois dernier, Haftar ne s'est pas présenté à une déposition en visioconférence attendue de longue date, au cours de laquelle il devait être interrogé sur son rôle présumé dans des exécutions extrajudiciaires et des actes de torture perpétrés contre des civils libyens dans la guerre civile qui sévit dans le pays depuis une décennie.

Selon le Wall Street Journal, Haftar a fait l'acquisition de plusieurs biens immobiliers en Virginie d'une valeur de plusieurs millions de dollars.

Le jour même où le juge Anderson a déposé sa recommandation, les avocats d'Haftar lui ont présenté une motion afin de ne plus représenter le commandant militaire.

John Anderson a décidé que ce retrait ne serait approuvé que si

Jesse Binnall, avocat représentant Haftar, divulguait l'adresse physique de Haftar et indiquait que la cour l'avait informé d'un délai de quatorze jours pour répondre à la décision d'un juge. Le tribunal a également décidé qu'aucun délai supplémentaire ne serait accordé à Haftar, même s'il engageait un nouvel avocat.

MEE a contacté Jesse Binnall pour recueillir des commentaires au sujet de la demande de retrait en tant que représentant juridique de Haftar. Aucune réponse n'a toutefois été reçue au moment de la publication.

## VERDICT FINAL LE 24 JUIN

La juge principale Leonie Brinkema doit rendre son verdict final dans cette affaire le 24 juin. Tout jugement défavorable à Haftar aurait de graves conséquences pour le commandant libyen, qui cherche depuis des années à prendre la tête du pays d'Afrique du Nord.

Un dirigeant libyen reconnu coupable de crimes de guerre par un tribunal américain pourrait éprouver des difficultés à travailler avec les acteurs inter-

nationaux et à obtenir la coopération de Washington et de ses alliés.

«Un jugement par défaut le rendant coupable de ces crimes odieux aura des conséquences diplomatiques et juridiques considérables pour Haftar et pour tous ceux qui continuent de collaborer avec lui», indique Emadeddin Muntasser à MEE.

«Cela deviendra selon moi une source d'embarras et un possible fardeau juridique pour tout diplomate qui collaborera désormais avec un homme reconnu coupable de crimes de guerre par un tribunal américain.»

Ancien homme de la CIA, Haftar est retourné en Libye après le soulèvement de 2011 et a servi dans le gouvernement reconnu par la communauté internationale jusqu'en 2014, lorsque la guerre civile a éclaté dans le pays.

En 2019, il a lancé une campagne de quatorze mois pour prendre le contrôle de la capitale Tripoli. Les combats se sont rapidement transformés en un conflit par procuration dans lequel son Armée nationale libyenne (ANL) recevait le soutien de la Russie, des Émirats arabes unis, de l'Égypte, de combattants tchadiens et soudanais ainsi que d'autres groupes de mercenaires.

Haftar a finalement été repoussé après l'intervention de la Turquie, qui a fourni des combattants, des drones de combat et des équipements militaires pour soutenir le gouvernement de Tripoli.

Après un cessez-le-feu en octobre 2020 et la mise en place d'un gouvernement d'unité, le pays se dirigeait vers des élections prévues en décembre 2021. Celles-ci ont toutefois été reportées et les divisions politiques perdurent en Libye.

In Middle East Eye

## MALI

# L'armée française a quitté la base militaire de Ménaka

L'armée française a quitté lundi 13 juin au matin la base militaire de Ménaka, dans le nord-est du Mali. Les clés du camp ont officiellement été remises aux Forces armées maliennes, dans un transfert qui est l'avant-dernière étape du retrait total de la force Barkhane du Mali. L'été dernier encore, 850 soldats occupaient le camp de Ménaka. Aux côtés des soldats de Barkhane, il y avait les hommes de la task force Takuba, notamment des Tchèques, des Estoniens et des Suédois. Engagé dans un partenariat militaire opérationnel avec les forces armées maliennes, cet embryon de forces spéciales européennes était parvenu à entraver la menace que faisait peser l'État Islamique au Grand Sahara. Le groupe jihadiste, déclaré ennemi n°1 lors du Sommet de Pau en 2020, n'était alors plus en mesure d'instaurer un califat territorial

dans le Liptako malien. Et en août 2021, Abou Wallid Al Sahraoui, l'émir du groupe, était neutralisé. Lundi 13 juin, le dernier

convoi, composé d'une centaine de soldats français, a donc quitté Ménaka. Direction la base de Gao, qui à son tour sera resti-

tuée à la fin de l'été, dernière étape de la réarticulation de la force Barkhane hors du Mali. In RFI

## REVIREMENT DE SANCHEZ DANS LA QUESTION SAHRAOUIE

### L'ancien ambassadeur d'Espagne en Algérie, Javier Jimenez Ugarte, regrette le manque de dialogue à tous les niveaux

L'ancien ambassadeur d'Espagne en Algérie, Javier Jimenez Ugarte, a regretté lundi le "manque de dialogue et de concertation" à tous les niveaux avant le revirement du chef de gouvernement Pedro Sanchez dans le dossier sahraoui, assurant que la crise diplomatique née consécutivement avec Alger est "d'une ampleur inimaginable".

"C'est une crise d'une ampleur inimaginable. A mon âge, c'est la première fois que je vis une telle crise", a reconnu Jimenez Ugarte sur la chaîne de télévision espagnole Antena 3, ajoutant que "les dommages sont supérieurs à ce que l'on pouvait penser (...) les dégâts dépassent nos capacités". "Les choses ont très mal tourné pour nous (...) Il y a eu un

manque de dialogue et de concertation à tous les niveaux avant la décision du chef de gouvernement Pedro Sanchez (de changer la position politique de l'Espagne envers le Sahara occidental, ndlr)", a regretté le diplomate, soulignant que ce revirement a nui à "l'amitié que nous entretenions avec l'Algérie depuis de nombreuses années". L'Algérie a décidé mercredi dernier de procéder à la suspension "immédiate" du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération qu'elle a conclu le 8 octobre 2002. In APS

BELMADI

# «La culture de la gagne reste essentielle pour nous»

**Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi a indiqué avant-hier que les sept nouveaux joueurs convoqués pour la fenêtre internationale de juin, marquée par l'entame des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, avaient «relancé la concurrence», tout en affichant son désir de redistribuer les cartes en vue des prochaines échéances.**

«Les nouveaux joueurs étaient très attentifs et appliqués, ils ont pu ramener cette idée de sang neuf qui reste très importante pour moi. Ils apportent un vent de fraîcheur, et font en sorte que personne ne s'endort sur ses lauriers, ça relance la concurrence. Les Amoura et Zorgane d'il y deux ans, ce n'est pas ceux qui sont là aujourd'hui. C'est à travers ce genre de matchs de haut niveau qu'il y a une progression qui se fait crescendo», a indiqué Belmadi dans un entretien accordé à la chaîne YouTube de la Fédération algérienne (FAF). Belmadi s'exprimait au lendemain du match amical disputé face à l'Iran (2-1) à Doha (Qatar), ce test est venu conclure le stage effectué par la sélection nationale, au cours duquel les «Verts» ont disputé les deux premières journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 : à domicile face à l'Ouganda (2-0) et en déplacement face à la Tanzanie (2-0). Dans l'objectif d'apporter du sang neuf, Belmadi a fait appel à sept nouveaux joueurs: le gardien Anthony Mandrea (Angers SCO/France), Yanis Hamache (Boavista FC/Portugal), Akim Zedarka (Clermont Foot 63/France), Abdelkhar Kadri



(Courtrai/Belgique), Billel Brahimhi (OGC Nice/France), Billel Omrani (CRF Cluj/Roumanie), et Riyad Benayad (ES Sétif/Algérie). «Sur le plan comptable, nous avons fait le plein avec trois victoires en autant de matchs. La culture de la gagne reste essentielle pour nous. Sur les quatre dernières années, on a concédé peu de défaites, mais certaines ont été dramatiques pour nous», a-t-il ajouté.

## «JE NE CHERCHE PAS À METTRE DES JOUEURS À LA RETRAITE»

Pour Belmadi, les portes de la sélection restent ouvertes, lui qui envisage de faire appel à d'autres éléments en vue des prochaines sorties. «On n'a pas officiellement de retraités internationaux, je ne cherche pas à mettre des joueurs à la retraite. D'autres éléments vont nous rejoindre probablement. Je suis très clair dans mes choix, l'idée

c'est de présenter l'équipe la plus performante pour hisser plus haut le drapeau national. Tout le monde a envie de rejoindre ce groupe. Je leur ai dit qu'il y a la réalité du haut niveau, qu'il fallait valider cette sélection. S'ils veulent être là en septembre, c'est via les performances et les prestations, et rien d'autre que ça». «Je suis très attentif par rapport à l'évolution des joueurs, quand je juge qu'ils sont bons je les lance dans le bain, tout en évitant de leur faire du tort surtout quand ils ne sont pas en possession de tous leurs moyens. On essaye de faire les meilleurs choix possibles», a-t-il souligné. Le coach national n'a pas caché son appréhension par rapport à la prochaine date Fifa, prévue en septembre prochain, avec au menu la double confrontation face au Niger, comptant pour la 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2023 en Côte d'Ivoire (23 juin-23 juillet).

## Algérie-Italie, possible en septembre

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi n'a pas écarté avant-hier l'idée de jouer «un ou deux matchs amicaux» en novembre prochain contre de «grosses équipes européennes», qui préparent la Coupe du monde 2022 au Qatar (18 novembre-21 décembre). «En accord avec les clubs, il y

aura une possibilité de jouer un ou deux matchs amicaux en novembre prochain, contre une des équipes qui ne vont pas participer à la Coupe du monde, comme l'Italie par exemple. On a eu une demande de la part des Italiens il n'y a pas si longtemps. L'Italie pourrait

être une possibilité qu'on a eu récemment parmi tant d'autres. Il y a aussi la Suède, la Croatie et la Belgique, qui nous ont sollicité dernièrement», a révélé Belmadi dans un entretien accordé à la chaîne YouTube de la Fédération algérienne (FAF). A.D.

JM-ORAN-2022

## «Je prédis personnellement un grand succès à la 19e édition»

L'ex-président du Comité International des Jeux méditerranéens (CIJM), l'Algérien Amar Addadi prédit un franc succès à la 19e édition des Joutes qu'abritera la ville d'Oran pendant douze jours (25 juin-6 juillet).

Dans un entretien accordé à l'APS, Amar Addadi s'est d'abord réjoui que les JM accostent pour la 2e fois en Algérie. «Comme tout Algérien, j'avais accueilli avec un sentiment de satisfaction, la désignation en 2015 (au cours de son 3e mandat à la tête du CIJM, ndr) de la ville d'Oran comme ville hôte. Et évidemment, pour ces joutes, je prédis personnellement un

grand succès qui rehaussera l'image du pays, tout en constituant un investissement d'avenir pour les prochaines générations», a-t-il prédit.

La mission de l'Algérien à la tête du CIJM s'est achevée l'année dernière (2021), après 34 ans de louables services dont 18 passées au sommet de l'instance. Mais, la coïncidence a fait qu'il quitte sa mission avec des JM organisés dans son pays. «Evidemment, c'est pour moi, une heureuse coïncidence que d'achever ma mission à la tête du CIJM en beauté», a souligné M. Addadi.

Toutefois, cette consécration est aussi «inscrite, en pareil cas,

d'avantage au crédit des autorités qui ont eu le mérite de souscrire à l'organisation de ce grand événement sportif international», a tenu à préciser, Addadi, proposé pour le poste de président d'honneur du CIJM, par son successeur.

Durant son parcours qui se mesure à 34 années d'activités au service du CIJM, dont 18 années en qualité de président de cette instance, l'Algérien estime avoir accompli convenablement sa mission, avec le soutien de ses collègues, puisque «beaucoup de belles choses ont été réalisées, à travers les nombreux défis ayant jalonné l'activité du CIJM». APS



SÉLECTION NATIONALE U18

## SLATNI FAIT APPEL À 20 JOUEURS AU CTN

La sélection nationale U18 sera en regroupement du 14 juin au 20 du même mois au Centre Technique National (CTN) de Sidi Moussa, indique la Fédération Algérienne de Football (FAF). M. Mourad Slatni, le sélectionneur national des U18, a convoqué une liste de 20 joueurs pour un stage de préparation qui durera six jours et sera ponctué par un match amical programmé pour le vendredi 17 juin à 16h00 au CTN.

A l'issue de ce stage, la sélection nationale prendra, le lundi 26 juin 2022, la direction de la ville d'Oran pour participer à la 19e édition des Jeux méditerranéens du samedi 25 juin au mardi 5 juillet 2022.

A. D.

FIFA

## LE GARDIEN IVOIRIEN SUSPENDU POUR DOPAGE

Le gardien de but ivoirien Sylvain Gbohobo a été suspendu par la Commission de discipline de la Fédération internationale de football (FIFA) pour une période de 18 mois, pour dopage.

Il a «été contrôlé positif à la substance trimétazidine [...] à la suite d'un match de qualification à la Coupe du monde Qatar 2022, joué le 16 novembre 2021, face au Cameroun», indique un communiqué de la FIFA.

«En raison de la présence de la substance interdite dans son échantillon, le joueur a été reconnu coupable d'avoir enfreint l'article 6 du Règlement antidopage de la FIFA, lu conjointement avec l'article 17 du Code disciplinaire de la FIFA», poursuit le texte.

La suspension du portier de 33 ans, qui avait manqué la CAN 2021, a débuté le 23 décembre 2021 date à laquelle le joueur a été suspendu provisoirement par le président de la Commission de discipline de la FIFA et devrait donc s'achever le 23 juin 2023.

R.S.

"EYES ON TOMORROW"

## UNE RÉFLEXION SUR LES RAPPORTS ENTRE L'HOMME, LA NATURE ET LA TECHNOLOGIE

"Eyes on tomorrow" (Un œil sur le futur), une exposition de photographies de trois jeunes artistes italiens qui portent une réflexion sur les rapports entre l'homme, la nature et la technologie, est visible jusqu'au 30 juillet à l'Institut culturel italien d'Alger. L'exposition regroupe une sélection d'œuvres de Giulia Vigna, Marina Caneve et Irene Fenara. Dans une scénographie originale, basée sur l'utilisation de structures modulaires en bois, les artistes portent une réflexion sur différents thèmes liés notamment à l'environnement à travers une approche recherchée et des aspects nouveaux. Giulia Vigna propose un voyage "imaginaire" à travers six photographies narratives, soigneusement choisies et agencées. Déclinées sous forme d'un journal visuel, ses œuvres racontent une histoire, celle d'un camionneur qui prend des photos lors de son voyage en Sibérie. Dans une approche expérimentale recherchée, Marina Caneve explore, quant à elle, la relation complexe entre l'homme, la nature et la technologie en mettant en évidence la transformation de l'environnement naturel par l'intervention de l'homme qui cherche à exercer son pouvoir sur la nature. Elle illustre le rapport de l'homme à la nature à travers une série de photos montrant des clôtures et des caméras qui surveillent et suivent les mouvements des animaux dans leur milieu naturel. C'est le cas dans cette photographie qui donne à voir une barrière métallique au milieu d'une réserve naturelle ou encore ce support métallique sur lequel est fixée une caméra de surveillance. Pour sa part, l'artiste Irene Fenara présente une sélection d'images issues de caméra de surveillance, soulignant ainsi le contraste entre une activité fonctionnelle (mécanique) et une esthétique puissante. Ses photos interrogent le regard de l'observateur et l'objet observé et capturé par une machine (vidéosurveillance).

R. C.

GRAND PRIX SGDL

# «L'amour au temps des scélérats», Anouar Benmalek primé

«L'amour au temps des scélérats» du talentueux écrivain Anouar Benmalek a décroché le Grand Prix SGDL de la Fiction 2022.

Publié aux éditions Emmanuelle Collas (France) et aux éditions Casbah, cette magnifique œuvre met en scène des personnages pris entre le marteau de Daech et l'enclume d'Assad tandis que les grandes puissances prennent part au chaos, indique Benmalek sur sa page officielle. Le prix sera remis à l'écrivain le 24 juin à Paris, lors de la cérémonie des Grands Prix SGDL. «L'amour au temps des scélérats» raconte une histoire d'amour dans un des lieux les plus outragés de la planète par l'intolérance religieuse, la guerre perpétuelle, la tyrannie meurtrière: le Proche-Orient. Tout commence quand se présente, à la frontière entre Turquie et Syrie, un étrange candidat au Jihâd, français et converti, du nom de Tammouz. Qui est-il, cet avatar du diable, aimé des chats et fâché avec son Patron? Parti à la recherche de la femme qu'il a follement aimée, il rencontre sur sa route Zayél, adepte d'une vieille religion minoritaire, mais aussi Adams, pilote de drone, engagé avec le Kurde

Ferhad dans les forces démocratiques syriennes qui se battent contre Daesch, ou encore Houda et Yassir, l'apprentie artiste et son amant, tous les deux en fuite... Des personnages aussi attachants que surprenants, qui devront choisir entre conscience et survie au cours de leur existence. Confronté aux violences qui secouent la Syrie, Anouar Benmalek n'a peur de rien et, d'une plume acérée, nous livre, avec L'Amour au temps des scélérats, un grand roman d'amour et d'aventure, intense, efficace, tragique, drôle et universel. A noter que la Société des gens de lettres (SGDL) est une association française de promotion du droit et de défense des intérêts des auteurs. Elle a été fondée à Paris le 16 avril 1838, sur une idée de Louis Desnoyers, soutenue par Honoré de Balzac et un comité d'écrivains. Elle a été présidée par nombre d'écrivains renommés, dont Balzac, Zola, Mauriac, Duhamel, Vialar, Rousselot, Decoin, Châteaureynaud, Hardy.

Meriem D.



## BOX-OFFICE US

### "Jurassic World" détrône Tom Cruise, "Top Gun" et "Doctor Strange"

Malgré les critiques peu enthousiastes, les dinos ont toujours la cote. Et Top Gun 2 aussi !

Les blockbusters s'enchaînent et se ressemblent au box-office US. Après le décollage supersonique de Top Gun 2, qui succédait au lancement épique de Doctor Strange 2, c'est au tour de Jurassic World 3 de prendre les commandes du classement nord-américain. Sorti vendredi outre-Atlantique, Dominion a récolté 143 millions de dollars en trois jours et occupe la place de n°1 devant Top Gun : Maverick, qui récolte encore 50 millions de dollars pour son 3e week-end d'exploitation.

Malgré des critiques cinglantes, Le Monde d'Après a su attirer massivement

les fans de dinos dans 4 676 cinémas. Même si Jurassic World 3 reste loin des standards établis par le premier opus de la nouvelle trilogie, record de la franchise, avec une ouverture à 208 millions de dollars (en 2015). En revanche, Dominion fait sensiblement aussi bien que Fallen Kingdom, qui avait glané 148 millions de dollars pour son lancement aux USA (en 2018).

Lancé sur le marché global depuis une semaine, Jurassic World 3 totalise déjà un énorme score de 389,17 millions de dollars. Selon Variety, les analystes de l'industrie sont encouragés par ces résultats très prometteurs pour le secteur, pour l'été à venir, notamment parce que le marché semble de nouveau à

même d'absorber deux énormes blockbusters en simultané. En effet, Top Gun: Maverick fait presque aussi bien en troisième semaine que Spider-Man: No Way Home et cumule déjà 393,3 millions de dollars de recettes outre-Atlantique. Au box-office mondial, Top Gun 2 approche la barre des 750 millions de dollars, et finira certainement au-dessus du milliard de dollars. Le Top 10 du box-office US du 10 au 12 juin 2022

1. "Jurassic World : Le monde d'après" (4.676) / 143,4 millions de dollars
2. "Top Gun : Maverick" (4.262) / 50,0 millions de dollars / 393,3 millions de dollars
3. "Doctor Strange in the Multiverse of Madness" (3.345) / 4,9 millions de dol-

- lars / 397,8 millions de dollars
4. "Bob's Burgers : Le film" (2.605) / 2,3 millions de dollars / 27,1 millions de dollars
5. "Les Bad Guys" (2.416) / 2,3 millions de dollars / 91,5 millions de dollars
6. "Downton Abbey II : Une nouvelle ère" (2.011) / 1,7 million de dollars / 40,0 millions de dollars
7. "Everything Everywhere All at Once" (1.434) / 1,3 million de dollars / 63,0 millions de dollars
8. "Firestarter" (150) / 820.000 dollars / 9,3 millions de dollars
9. "Sonic 2" (1.067) / 710.000 dollars / 189,8 millions de dollars
10. "Ante Sundharaniki" (350) / 620.000 dollars

R. C.

## IL ÉTAIT ACTEUR POPULAIRE DU CINÉMA US, ET FIDÈLE DE PAUL THOMAS ANDERSON

### Philip Baker Hall tire sa révérence

Vu dans The Rock, Boogie Nights, Magnolia ou Dogville, il avait aussi joué dans de nombreuses séries : M.A.S.H., Seinfeld, Michael Hayes, Curb Your Enthusiasm, Messiah...

"Mon voisin, mon ami et l'une des personnes les plus gentilles, intelligentes et talentueuses que j'ai pu rencontrer, Philip Baker Hall, est mort sans douleur la nuit dernière. Il était entouré par ceux qui l'aimaient. Le monde est plus vide,

sans lui." C'est par ce tweet que le reporter du Los Angeles Times Sam Farmer a annoncé la disparition du comédien de 90 ans, très actif au cinéma et à la télévision dans les années 1990/2000 : il est apparu dans une centaine de films au cours de sa carrière ! Commentant à tourner dans des films et des séries durant sa trentaine, il a d'abord été remarqué dans des épisodes de M.A.S.H. ou de L'Homme de

l'Atlantide, dans les années 1970, avant d'obtenir un premier rôle dans le drame carcéral Mariah, en 1987. Il est alors devenu un visage familier du petit écran comme du grand écran pour le public américain, faisant par exemple sensation dans Seinfeld, The Practice ou Michael Hayes à la télévision. Plus récemment, il était aussi apparu dans Curb Your Enthusiasm, Modern Family et Messiah, la série de Netflix diffusée en 2020.

Au cinéma, on l'a notamment vu chez Paul Thomas Anderson, dans Boogie Nights, Cigarettes & Coffee, Hard Eight et Magnolia, mais aussi dans The Rock, de Michael Bay, Dogville, de Lars Von Trier, The Truman Show, de Peter Weir ou Zodiac, de David Fincher. Il s'est construit au fil du temps une filmographie éclectique, à l'aise dans tous les genres.

R.C.



**Suivez nous sur :**  
[www.lexpressquotidien.dz](http://www.lexpressquotidien.dz)  
 Ou sur notre page  
 Facebook : **L'EXPRESSDZ**



**L'EXPRESSDZ**

## À VENDRE

Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger  
 Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.  
 Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait  
 Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271

**L'EXPRESSDZ**  
 Suivez-nous sur :  
[www.lexpressquotidien.dz](http://www.lexpressquotidien.dz)  
 Ou sur notre page  
 Facebook :



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
 REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
 WILAYA D'ALGER  
 OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE  
 DE DAR EL BEIDA



وزارة السكن والعمران والمدينة  
 ولاية الجزائر  
 ديوان الترقية والتسيير العقاري  
 للدار البيضاء

Réf. 1781/DA/16.22

الجزائر ..... 08.06.2022

### Avis à la consultation N°18/SM/DG/2022

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Dar El Beida (numéro d'identification fiscale 000016001140661) lance un Avis à la consultation pour La fourniture et pose de 30 climatiseurs au profit de l'OPGI DE DAR EL BEIDA.

L'avis à la consultation est ouvert à tous les fournisseurs qualifiés dans le domaine de fabricants d'équipements de climatisation, inscrit au registre de commerce et disposant de moyens nécessaires pour pouvoir honorer leurs engagements.

Les soumissionnaires admis sont ceux qui répondent aux conditions d'éligibilités sous citées :

#### 1-Capacités professionnelle :

- Fournisseurs Ayant Registre commerce avec le code de commercialisation «chauffage et climatisation».

#### 2-Capacités financières :

Fournisseurs Ayant réalisé un chiffre d'affaire global durant les Trois (03) dernières années (2018-2019 -2020 et 2021 ) supérieur ou égale à 1 500 000.00 visé par les services de impôts compétents ou la déclaration des bilans fiscaux.

#### 2-Capacités technique :

##### Références professionnelle :

Fournisseurs ayant fournis au moins des prestations similaires durant les trois (03) dernières années (2018-2019 -2020 et 2021 ) Justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par des maîtres d'ouvrages publics .

Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite après complément de dossier, l'offre sera rejetée

Les fournisseurs intéressés par le présent avis peuvent retirer le CDC contre le paiement d'une somme de : **Trois Mille Dinars (3000 DA)**, non remboursable représentant les frais de reproduction, auprès de :

Direction Général de l'OPGI de Dar-El-Beida,  
 Cité Rabia Tahar Bt M5 Bab Ezzouar – Wilaya d'Alger

-Les offres sont accompagnées des pièces et documents en cours de validité, tels qu'exigé par le CDC, doivent être présentées dans trois (03) enveloppes distinctes cachetées et indiquant la dénomination du fournisseur contenant :

-Le dossier de candidature, L'offre technique, L'offre financière

-Les trois enveloppes doivent parvenir sous plis fermé anonyme comportant la mention suivante:

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres »

Les offres seront déposées au niveau de :

La Direction Général de l'OPGI Dar El Beida,  
 Cité Rabia Tahar Bt M5 Bab Ezzouar – wilaya d'Alger

La durée de préparation des offres est fixée au **Dixième (10) jours** à partir de la première parution sur les quotidiens nationaux ou sur le BOMOP.

ABSTENTION, VOTE BLANC

# Le vote obligatoire pourrait modifier la perception de devoir civique

Par Jean-Benoit Pilet, Professeur de Science Politique, Université Libre de Bruxelles (ULB) et Fernando Feitosa, Postdoctoral fellow, McGill University.

**A**vec un taux de participation de 63,23 % pour le second tour de l'élection présidentielle (à 17h), en baisse de près de 2 points par rapport au premier tour et aux scrutins précédents, la question de l'abstention a été au cœur de l'attention médiatique. En effet, les chiffres de la participation électorale demeurent bien d'ordinairement plus élevés pour les présidentielles que pour les autres scrutins. À titre d'exemple, en 2019, aux élections européennes, 50,7 % des inscrits avaient voté, et ce chiffre est même descendu à 33,4 % au premier tour des élections régionales de 2021.

Le retrait du processus électoral d'un grand nombre d'électeurs observé actuellement en France, comme dans de nombreuses autres démocraties, mène à la question suivante : pourquoi certains citoyens votent-ils aux élections, alors que d'autres s'abstiennent ? Les chercheurs en sciences politiques et sociales se sont penchés sur cette question depuis plusieurs années, et ils ont identifié plusieurs facteurs qui peuvent expliquer la participation électorale des citoyens.

L'un des facteurs qui ressort de ces études est la conception du vote en tant que devoir civique (le « sense of civic duty » dans la littérature anglo-saxonne). La recherche a montré, par exemple, que la probabilité de voter augmentait de 19 points de pourcentage lors de l'élection présidentielle américaine de 2008 quand un individu voit le vote comme un devoir civique plutôt qu'un choix personnel. Dans cette perspective, le problème de l'abstention en France est possiblement lié au fait qu'un grand nombre des



citoyens français ne pensent pas que le vote représente un devoir civique. Ainsi 36 % des individus interrogés dans le cadre de la dernière étude « Making electoral democracy work » (MEDW) en France (en 2014) ont déclaré que, selon eux, le vote n'est pas un devoir civique. Les faibles niveaux de devoir civique sont particulièrement prononcés parmi les nouvelles générations de citoyens, qui constitueront la majorité de la population éligible à voter dans l'avenir.

Face à de tels niveaux de perception du vote comme devoir civique, l'une des questions qui peuvent se poser est de savoir si certaines actions ou réformes pourraient modifier la donne.

## UNE CONDAMNATION MORALE, FINANCIÈRE OU ADMINISTRATIVE

Les travaux antérieurs discutent notamment le rôle de la socialisation politique ou encore des programmes d'éducation civique, mais une réforme semble en particulier avoir un fort potentiel pour accroître la perception du vote comme un devoir civique : la mise en place du vote obligatoire, tel qu'il est pratiqué, par exemple, en Belgique ou encore au Brésil. Dans ces pays, l'abstention est moralement condamné par l'État, ce

qui peut être accompagné des sanctions de nature financière (le paiement d'une amende) ou même administrative (comme l'impossibilité temporaire de l'obtention d'un passeport par les abstentionnistes au Brésil). Dans un article publié dans le *Electoral Law Journal*, en 2020, Fernando Feitosa, André Blais et Ruth Dassonneville montrent que le vote obligatoire peut être un mécanisme d'incitation et de renforcement de l'idée que le vote est un devoir civique. Les auteurs le font en analysant l'abolition du vote obligatoire au Chili, en 2012, et en explorant dans quelle mesure la perception du vote comme un devoir civique s'est détérioré après l'abandon de l'obligation de voter dans le pays.

Avec cette approche méthodologique, les auteurs constatent que le devoir civique a diminué de 10 points de pourcentage, en moyenne, après la mise en œuvre de cette importante réforme électorale, résultat également observé lorsque les auteurs examinent les données de l'International Social Survey Program (ISSP).

Pourquoi le vote obligatoire est-il positivement associé au devoir civique ? La logique est simple. En plus - et peut-être de manière plus importante que -

de simplement remplir une fonction instrumentale, les lois représentent un mécanisme par lequel les États créent ou renforcent les normes sociales. Autrement dit, en définissant une action donnée comme « légale » ou « illégale », l'État signale à la population qu'une telle action est « bonne » ou « mauvaise » sur le plan moral, affectant la perception du public sur la façon dont un « bon » citoyen doit se comporter. De ce point de vue, en établissant que le vote est obligatoire, l'État signale qu'un « bon » citoyen vote, et, en revanche, qu'un « mauvais » citoyen s'abstient lors des élections, association qui favorise la perception du vote comme devoir civique de voter chez les citoyens.

## LES CONSÉQUENCES NÉGATIVES DU VOTE OBLIGATOIRE

L'étude de Feitosa, Blais et Dassonneville le montre, le vote obligatoire peut avoir une influence significative sur la perception du vote comme devoir civique, et par là sur la participation électorale. Cependant, d'autres travaux montrent également que le vote obligatoire peut avoir des conséquences moins positives. Diverses analyses ont montré, par exemple, qu'en forçant les

citoyens à voter, l'État peut rendre les gens plus insatisfaits par rapport à la politique. De plus, des études ont montré que le vote obligatoire peut même réduire le lien entre les préférences politiques des individus et leur choix électoral, et, par cela, la représentation des certains groupes des citoyens à la politique.

En d'autres termes, il serait naïf de croire que le vote obligatoire constituerait la solution miracle à toutes les difficultés de la participation électorale en France, ou ailleurs.

Malgré cela, il est important de souligner que ce mécanisme peut avoir des vertus en période de hausse de l'abstention. Son avantage principal n'est pas de forcer les électeurs à voter mais plutôt de modifier la perception que les citoyens ont de l'acte de voter. Rendre le vote obligatoire peut contribuer à diffuser une norme sociale selon laquelle voter est un devoir citoyen, et par là à revaloriser la participation politique au sens large. En ce sens, le vote obligatoire montre comment les institutions peuvent contribuer à façonner le rapport des citoyens à la politique, un aspect souvent négligé dans les débats médiatiques, politiques et sociaux.

La Tribune

## PÉNURIE DE VOITURES NEUVES

### L'occasion comme alternative ?

Le marché du véhicule neuf est actuellement pénalisé par le manque de semi-conducteurs. La deuxième main n'en subit pas encore tous les effets. Délais de livraison étendus, gammes simplifiées, tarifs en (forte) hausse. Le marché de l'automobile neuve est en pleine déconfiture, en raison de l'actuelle crise logistique touchant les composants électroniques.

Les confinements en Chine, la guerre en Ukraine, mais aussi le blocage provisoire du canal de Suez, une séche-

resse à Taiwan ou encore une série d'incendies dans des usines de puces en Asie ont remis en cause les approvisionnements des constructeurs. Depuis le début de l'année 2021, les grands groupes automobiles limitent leurs volumes sur les chaînes à des niveaux très bas et concentrent leur catalogue sur les véhicules les plus rentables. Dans ce contexte, la hausse des prix des voitures neuves est inévitable ; selon les données du cabinet AAA-Data, les tarifs pratiqués ont

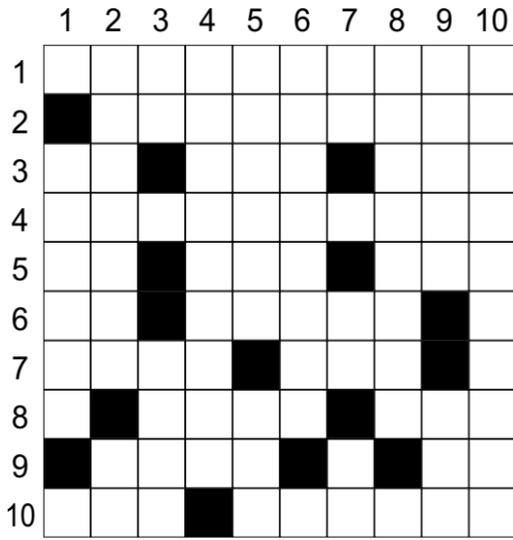
bondi en moyenne de 21 % en trois ans.

Logiquement, l'occasion représente la première alternative pour celles et ceux qui cherchent une voiture. Et le marché est vaste : il se vend aujourd'hui en France près de 4 véhicules d'occasion pour chaque mise en circulation, en progression de 8,2 % l'an dernier. Soit un total de 6 millions de transactions en douze mois ! La traçabilité accrue ces dernières années rassure les particuliers ou les pros. Par

ailleurs, des professionnels comme Jean Lain Occasions proposent des garanties allant de 12 à 36 mois en fonction des marques.

Parmi les bonnes affaires du moment pour les clients figurent les « occasions zéro kilomètre ». Ces véhicules immatriculés mais pas encore vendus n'ont parcouru qu'une (très) faible distance. Ils profitent d'une remise non négligeable de la part des professionnels.

Auto Moto



**Horizontalement**

1- Dernières nouvelles. 2- Instrument de musique. 3- Bas de gamme - Mauvaise habitude - Débit de boissons. 4- Parlera avec clarté. 5- Révolte puérile - Chat anglais - Annotation de bulletin. 6- Début d'ultimatum - Mit au pieu. 7- Avant oui-oui - Acquiescement. 8- Pays d'Asie - Accueille les œufs. 9- Race bouleversée - Article. 10- Ne laisse que la trame - Prisons familiales.

**Verticalement**

1- Beau et bleu pour Strauss. 2- Groupe d'Eglise - Champion. 3- Demi tata - Ville du sud de la France. 4- Eruption cutanée. 5- Très copain-copain - Savoir-vivre. 6- Expression. 7- A la mode - Pour un pote - A payer. 8- Comme le Dalaï Lama. 9- Grand pour les danseuses - Entourée d'eau. 10- Danses espagnoles.

**4x4** Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Vidéo-cassette Vidéocassette Vidéocassette Vidéocassette	Typographe Typographe Typographe Typographe
Mignar Minward Mignard Mygnard	Panonceau Pannonceau Panoncau Pananceau

BRONZÉ SPORT DE MUSCLÉ	TEL UN CRI AIGU BORNÉES	MEMBRE SUPÉRIEUR BELLES SAISONS	LÉGUME DE POPEYE D'ACCORD !	AFFÛTÉS	BOIT LENTEMENT REVÊTE- MENT DE SOL	CHOISI PAR VOTE
DANSE GRECQUE GRANDS- MÈRES			NOURRICE RESTITUE	DANSEUSE DE REVUE DON CHARITABLE		
LOGIS D'OISEAUX CRÂNE		MAUVAIS BATEAU ASSEMBLÉE D'ÉLUS				SUPPRI- MÉES DÉFINITIVEMENT
AFFIRME	PROCRÉÉS LAISSER- ALLER	PAYSANS MÉDIÉVAUX GRANDE LARGESSE			MOT DE LIAISON ÉLUE DE CALENDRIER	RAVAGÉES
TE TROUVES AVANT NOUS		MOT D'ENFANT ADMIRA- TEURS	DEVANT L'ANNÉE PRODUIT UN EFFET	CORPS CÉLESTE VAS SANS BUT	ATTRAPÉE NETTOYAGE DES ARBRES	
ESPRIT REBELLE ÉPARGNE	ELLE FAIT LA BOMBE SOMBRE		GRAIN DE GLACE RÉSIDU DU CAFÉ		EN BOURGOGNE TRACES DE ROUES	FAÇONNÉES
FIT MONTER LIEU DE BAIGNADE			APPOSE TON NOM		MOT DE BÉBÉ À L'ÉCART	
FLAMAND	ET LE RESTE ATTACHA	COLÈRE D'AUTREFOIS DE MÊME VALEUR		PRIS FERMEMENT PLANS D'EAU		MARCHERA
DÉMENTIT RÉPAN- DIONS		DÉFAUT GRAVE	PASSAGE COUVERT VERSION ORIGINALE			LONGUE PÉRIODE
					ABIMAS	

## BIFFE-TOUT

**EN 7 LETTRES :**  
Séducteur

ANGIOME	GONDOLE	PARESSEUSE
BRIMADE	GRAVE	POITRAIL
BROYEUR	GRISERIE	POUDREUSE
CACHOU	HARENG	RAVI
CALE	ISOCLINALE	RELAXE
COULOIR	JONGLEUSE	RÉPÉTITIVE
ELECTRIQUE	LAPINE	ROSERAIE
EMBOUT	LUMINEUSE	ROSTRE
EMPRUNT	MANIGANCE	SAISON
ERREUR	MÉDIÉVALE	SÉDATIVE
EUPHORIE	MÉDINA	SUBJECTIF
EVACUER	MINUSCULE	SUCRERIE
FEUTRINE	NOUAKCHOTT	THERMIQUE
FLAMBER	OCCUPATION	THROMBINE
FORCER	OPÉRATRICE	UNITAIRE
FRETIN	OULEMA	UPPERCUT
GÉNIAL	PARADE	VARIANCE
GLOBULE	PARENCHYME	VOULU

P	E	S	U	E	R	R	D	U	O	P	S	U	B	J	E	C	T	I	F
A	M	E	D	I	E	V	A	L	E	J	O	N	G	L	E	U	S	E	O
R	U	F	D	G	O	S	H	E	T	G	O	U	E	R	E	L	P	S	U
E	N	O	E	U	O	A	A	U	L	C	L	M	L	V	A	O	A	U	A
S	I	B	L	U	R	N	C	I	C	E	B	O	A	E	I	V	G	C	K
S	T	U	R	E	T	R	D	U	S	O	C	C	B	T	M	R	E	R	C
E	A	E	N	O	E	R	P	O	U	O	U	T	R	U	I	A	R	E	H
U	I	G	R	P	Y	A	I	T	L	E	N	A	R	S	L	E	N	R	O
S	R	P	P	R	T	E	U	N	R	E	I	G	E	I	C	E	E	I	T
E	E	U	A	I	E	O	U	R	E	L	T	R	E	R	Q	L	J	E	T
R	E	U	O	R	H	U	E	R	E	E	I	N	O	N	A	U	T	E	O
E	C	N	E	C	E	B	R	V	E	E	I	F	U	N	I	H	E	I	P
P	N	R	A	D	M	N	I	N	E	M	A	R	I	R	E	A	E	A	E
E	A	C	I	A	A	T	C	N	I	N	O	L	O	R	P	X	L	R	R
T	I	R	L	O	A	M	I	H	I	T	C	I	M	H	A	M	O	E	A
I	R	F	A	D	L	P	I	D	Y	O	E	I	G	L	P	S	E	S	T
T	A	A	E	D	A	U	E	R	S	M	Q	R	E	N	T	U	A	O	R
I	V	S	V	L	E	M	O	I	B	U	E	R	F	R	A	N	E	R	I
V	M	A	N	I	G	A	N	C	E	E	S	U	E	N	I	M	U	L	C
E	T	H	R	O	M	B	I	N	E	E	L	U	C	S	U	N	I	M	E

### SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

**MOTS FLECHES**

**HORIZONTALEMENT**  
BECOTE - ENRAIE - MONOCLE - OMET - VANDALE - GUI - NE - SAVAIT - ON - CD - STRASBOURG - EMISE - TINT - DOUS - RARE - EU - RU - PAPERASSE - ESSAI - LISE - AM - QI - FAN - RAIE - E AU - DATTIER - REJOUIS - ELIS - POTENCE - ASES - MAT - OSER - SON - MAI - EN - MET - LE - TRIPE - TISANES - REEDITER - SUES.

**VERTICALEMENT**  
DEMANDUERS - AROMATE - CONE - MOUSQUETAIRE - ROND - SIS - AI - JET - ID - TOASTS - PI - DON - EPI - DECLARERA - FAUCON - LEVA - APLATIES - TE - FEE - ASTREINTS - EMIR - GIBIERS - ARES - CROUTON - AERES - TAS - AMI - UTES - ARLES - NU - VIE - OR - USAI - ISOLEE - ETANGS - EMEUS - NESS.

**MOTS CROISES**

**HORIZONTALEMENT**  
1- BRANCARDEE. 2- LEGION - EUX. 3- ACOELOMATE. 4- NON - EDEN. 5- QUITTER - AU. 6- URE - LENT. 7- ES - RELEVÉE. 8- SA - OTER. 9- TOI - DIT - IN. 10- EN - GENEREE.

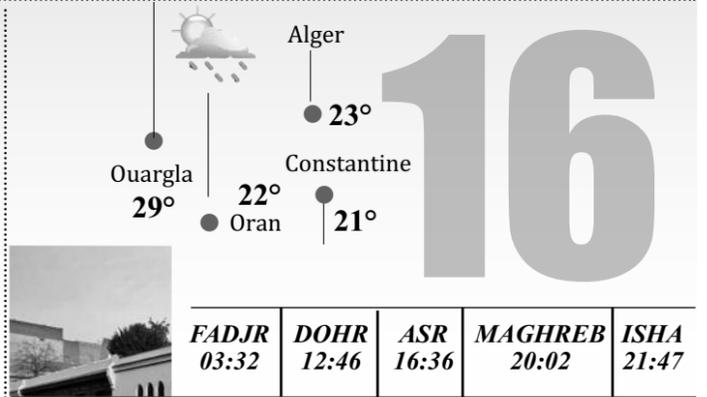
**VERTICALEMENT**  
1- BLANQUETTE. 2- RECOURS - ON. 3- AGONIE - SI. 4- NIE - RA. 5- COLETTE - DE. 6- ANODE - LOIN. 7- MERLETTE. 8- DEAN - EVE. 9- EUT - ANERIE. 10- EXECUTE.

**4x4** Dinosaur - Eglantier  
Missionnaire - Extincteur

**BIFFE-TOUT : HO CHI MINH**

## CAS CONFIRMÉS

Six (6) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 3 guérisons ont été enregistrés, tandis qu'aucun cas de décès n'a été déploré en Algérie, indique, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.



# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 14 JUIN 2022 // N°326 // PRIX 20 DA

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP À BORDJ BADJI MOKHTAR

## « Taouendert 2022 », exercice tactique avec munitions réelles

**Au deuxième jour de sa visite en 6e Région Militaire, le Général de Corps d'Armée, Saïd CHANEGRIHA, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire a supervisé, au polygone de tir et de manœuvres du Secteur Opérationnel de Bordj Badji Mokhtar, le déroulement d'un exercice tactique avec munitions**

Le Général de Corps d'Armée a suivi un exposé présenté par le Commandant de la 6e Région Militaire, portant sur l'idée générale et les étapes de l'exercice, qui vise à optimiser les capacités de combat et d'interopérabilité entre les différents états-majors et à entraîner les commandements et les états-majors à la préparation, la planification et la conduite des opérations face aux éventuelles menaces.

Caractérisées par un professionnalisme et un niveau tactique et opérationnel élevés, ces actions de combat reflètent les grandes capacités des équipages et des commandements, à tous les niveaux, notamment en matière d'exploitation appropriée du terrain et la coordination entre les unités participantes. Tout comme elles confirment les compé-



tences des cadres en termes de montage et de conduite des différentes actions de combat, ainsi que le savoir-faire et la maîtrise, par les équipages, des divers sys-

tèmes d'armes et équipements en dotation, ce qui a contribué à des résultats très satisfaisants, traduits par la précision des tirs aux différentes armes. I.M.

JM 2022

## LE JUDOKA REDOUANE MESSAOUD DÉSIGNÉ PORTE-DRAPEAU, AUX CÔTÉS D'IMANE KHELIF

Le judoka Redouane Messaoud a été désigné porte-drapeau de la délégation nationale aux côtés de la boxeuse Imane Khelif, lors de la cérémonie d'ouverture de la 19e édition des Jeux méditerranéens prévue du 25 juin au 6 juillet à Oran, a annoncé avant-hier le Comité olympique et sportif algérien (COA).

Messaoud (20 ans) a été sacré champion d'Afrique de la catégorie (-73 kg), lors de la dernière édition disputée à Oran en mai 2022. De son côté, Imane Khelif a été sacrée, le 19 mai passé, vice-championne du monde de la catégorie des 63 kg,



après sa défaite à Istanbul, en finale des Mondiaux féminins-2022, face à l'Irlandaise Amy Sara Broadhurst sur le score de (5-0). En décrochant ce titre de vice-championne du monde,

Imane Khelif réalise une première historique dans les annales de la boxe féminine algérienne et inscrit son nom en lettres d'or au palmarès du noble art mondial.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE ASSURERA PROVISOIREMENT L'INTÉRIM

## LE PRÉSIDENT TEBBOUNE MET FIN AUX FONCTIONS DU MINISTRE DES FINANCES, ABDERRAHMANE RAOUIYA

Il a été mis fin hier, aux fonctions d'Abderrahmane Raouiya, selon un communiqué de la présidence de la République.

« Conformément à l'article 91, alinéa 07 de la Constitution algérienne, et après consultation du Premier ministre Aymène Benabderrahmane, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé un décret prési-



dential qui met fin aux fonctions de Abderrahmane Raouiya, en tant que ministre des Finances, et désigne », dit le communiqué de la Présidence.

ALGER

## ARRESTATION DE PLUS DE 110 INDIVIDUS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont traité, au cours des cinq premiers mois de l'année en cours, dix affaires liées à la criminalité dans les quartiers résidentiels, et procédé à l'arrestation de plus de 110 suspects dont des ressortissants étrangers, et à la saisie d'une grande quantité d'armes blanches, a indiqué, hier, un communiqué des mêmes services. "En application de la loi relative à la lutte contre les bandes de quartier et les foyers de criminalité, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger luttent contre toutes les formes de criminalité dont

le trafic de stupéfiants et les délits de droit commun, à leur tête les bandes de quartier qui créent un climat d'insécurité, notamment dans les nouvelles cités", souligne la même source. Ces services "ont traité, au cours des cinq premiers mois de l'année en cours, dix (10) affaires liées à la criminalité dans les quartiers résidentiels, avec utilisation d'armes blanches prohibées de différents types et tailles, ainsi que des fusils à harpon (de chasse marine)". Les services de la police judiciaire ont arrêté, en coordination permanente et continue avec le parquet terri-

torialement compétent, plus de 110 suspects, dont des ressortissants étrangers, et procédé à la saisie d'une grande quantité d'armes blanches prohibées, notamment des épées et des couteaux de grande taille, des couperets, des poignards et des bâtons, en bois et en fer, ainsi que des machettes et (04) fusils à harpon. "210 gr de cannabis, 500 comprimés psychotropes, 39 flacons de solution anesthésiante, 19 sachets de marijuana, ainsi qu'une quantité d'héroïne et un montant de plus de 180 millions de centimes, ont été également saisis".

OUARGLA

## 7 VOLS À DESTINATION DES LIEUX SAINTS À PARTIR DE L'AÉROPORT D'AIN EL-BEIDA

Sept vols à destination des Lieux saints de l'islam ont été programmés pour le transport des futurs hadjis à partir de l'aéroport de Ain El-Beida à Ouargla à l'occasion de la saison Hadj 2022, ont annoncé des responsables de la direction régionale de la compagnie aérienne nationale Air Algérie. Ces vols, dont le premier est prévu le 18 juin prochain, doivent transporter 2.740 futurs hadjis des wilayas d'Ouargla, El-Oued, Ghardaïa, Illizi, Djanet, Tamanrasset, Touggourt, El-Ménéa et El-Meghaïer, avec une moyenne de 290 passagers par vol, a indiqué à l'APS le chef de service commercial, Aïssa Bendaoud. Deux agences de voyages ont été retenues cette année pour accompagner les hadjis, a ajouté le responsable, signalant que l'opération de vente de billets a été lancée le 10 juin dernier.

Des appareils "Airbus" de la flotte

d'Air Algérie vont assurer le transport des pèlerins issus de la région sud-est du pays, à partir d'Ouargla en direction de Médina et Djeddha, a-t-on expliqué. L'opération se poursuivra jusqu'au 1er juillet prochain, alors que les vols retour sont programmés entre le 18 et le 31 juillet, selon le responsable, qui a ajouté que des vols charters vont assurer le transport des hadjis issus des wilayas de Tamanrasset, Illizi, Djanet vers l'aéroport d'Ain El-Beida d'Ouargla. En prévision de la saison Hadj 2022, des rencontres d'information ont été organisées par le secteur des Affaires religieuses et des Wakfs en coordination avec les services de la santé, des Douanes algériennes, des banques, du Croissant-Rouge algérien, pour sensibiliser et orienter les hadjis sur les bonnes pratiques et les modalités d'accomplissement du pèlerinage.